



CONSEIL COMMUNAL DU 19 FÉVRIER 2025
GEMEENTERAAD VAN 19 FEBRUARI 2025

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 18:00
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

1 **Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à la salle de consommation à moindre risque Boulevard Léopold II.**

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevines et Échevins,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous, habitants du boulevard Léopold II, de Ribaucourt et de leurs environs, souhaitons vous faire part de notre profonde inquiétude et de notre opposition résolue face au projet d'implantation d'une maison de consommation destinée aux usagers de drogues au n°63 du boulevard Léopold II.

Nous, les riverains n'en avons jamais eu connaissance avant que la presse, notamment La Dernière Heure et Zinneke TV, ne s'en fasse l'écho. Il est incompréhensible pour notre part qu'une décision aussi lourde de conséquences ait été prise sans une réelle consultation des habitants et des commerçants directement concernés.

Si nous comprenons les impératifs humanitaires et sanitaires qui sous entendent une telle initiative, nous estimons que son implantation au cœur d'un quartier à forte densité résidentielle et commerciale est totalement inappropriée et porteuse de conséquences graves.

Un quartier en plein essor menacé depuis plusieurs années

Notre quartier connaît aujourd'hui une dynamique positive de revitalisation. L'implantation de nouveaux commerces, entreprises et associations a permis d'améliorer significativement la qualité de vie et la sécurité. Le boulevard Léopold II est redevenu un axe attractif et agréable, contribuant à l'image positive de Molenbeek. Or, ce projet met en péril cet équilibre durement acquis en introduisant des problématiques lourdes, difficilement maîtrisables et incompatibles avec les aspirations des habitants. Une implantation aux conséquences prévisibles et néfastes.

Les expériences observées dans d'autres communes, notamment à Saint-Gilles et à Liège, démontrent que, malgré toutes les précautions affichées, ces structures entraînent inévitablement des effets collatéraux préoccupants : augmentation du trafic de stupéfiants aux abords, regroupements prolongés, sentiment d'insécurité accru, et atteinte au cadre de vie des riverains. Nous n'avons aucun doute que ces dérives, déjà constatées ailleurs, se reproduiraient ici avec des conséquences délétères pour notre quartier.

L'exemple du site 9 de la rue de Woeringen, à Bruxelles, où les problèmes engendrés sont désormais bien documentés, atteste de la difficulté de maîtriser les nuisances inhérentes à ce type d'établissement. Un impact économique et social désastreux. Les commerçants locaux, qui participent activement à la vie et à la convivialité de notre quartier, risquent de subir de plein fouet les effets négatifs de cette implantation. Comme par exemple le salon de coiffure pour dames, voisin de ce projet pourraient voir leur clientèle fuir et se retrouver contraints de fermer leurs portes.

Mes dames et messieurs, il ne s'agit pas d'une crainte hypothétique, mais d'une conséquence logique et prévisible de la nature même de cette implantation. Notre quartier est un lieu de vie pour de nombreuses familles avec enfants, ainsi que pour des personnes âgées qui aspirent à un cadre sécurisé et paisible. L'exposition de nos enfants à des scènes de consommation de drogue, ou à la présence accrue de toxicomanes dans leur environnement quotidien, est tout simplement inacceptable.

En outre, selon nos informations une ouverture prochaine d'un projet similaire sur l'avenue du Port, à quelques centaines de mètres à peine, rend cette nouvelle implantation d'autant plus injustifiable. Une telle concentration de dispositifs du même type contribuerait inévitablement à stigmatiser Molenbeek et à anéantir les efforts de revalorisation entrepris ces dernières années.

Une jeunesse prête à défendre son quartier et son avenir

Lors de nos échanges avec de jeunes habitants du quartier, leurs propos nous ont profondément interpellés. Ces jeunes Molenbeekois, conscients des enjeux et attachés à leur commune, ont exprimé avec force leur refus de voir leur environnement sacrifié. Leur engagement en faveur de leurs aînés et de leur quartier est une preuve supplémentaire que cette implantation est en totale contradiction avec les aspirations de ceux qui y vivent.

Dans le cadre de l'association de faite qui m'ont mandaté pour être la porte-parole. Je voudrais aux noms de nous toutes et tous remercier les personnes que j'ai interpellé au mois d'octobre 2024 et qui m'ont gentiment reçu, Madame la bourgmestre, Monsieur Dirk Deblock, Monsieur Hassan Rahali et bien d'autres élus..,

Questions

1. Les habitants sont très inquiets des travaux en court quel en sera l'issue?
2. La commune a-t-elle délivré un permis d'urbanisme permettant l'ouverture de cette maison de drogue à consommation contrôlée?
3. Quelles sont les actions que vous envisageriez de faire pour délocaliser ce projet qui certe humainement important mais néfastes pour notre commune, nos quartiers et ces habitants.

Nous espérons que vous saurez entendre la voix des citoyens Molenbeekois qui vivent et investissent chaque jour dans ce quartier et que vous prendrez une voie éclairée pour le bien de toutes et tous.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les  chevines et  chevins, Mesdames et Messieurs les Conseillers, l'expression de nos salutations respectueuses.

Au nom du collectif des habitants, commerçants et associations de faite du boulevard Léopold II, Ribaucourt et les environs.

NB:

Ci-joint les 20 signatures des molenbeekois plus de 16 ans.

En outre plusieurs pétitions, électroniques et sur papier, sont en cours. Vous trouverez les liens et les copies ci-joints. (Merci de garder la confidentialité des signataires)

Liens:

<https://www.leslignesbougent.org/petitions/non-a-linstallation-dune-maison-de-consommation-de-drogue-et-stupefiants-sur-le-boulevard-leopold-ii-a-molenbeek-saint-17899/>

Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie op de consumptieruimte met een laag risico Leopold II-laan.

*1 annexe / 1 bijlage
pétition bd Léopold 2.pdf*

2 Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative aux nuisances dans le quartier Osseghem - Beekkant.

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les échevins et Conseillers Communaux,

Nous souhaitons attirer votre attention sur les nuisances sonores et les débordements causés par certaines activités culturelles et artistiques organisées dans notre quartier. Nous tenons à préciser que nous soutenons pleinement la culture et le développement artistique, qui sont essentiels à la vitalité de notre ville.

Cependant, ce week-end, on a dépassé toutes les limites avec une autorisation jusqu'à 4h30 du matin. De nombreux voisins et moi-même avons été fortement dérangés et surpris par les explosions et les cris produits pour la réalisation du clip, pour lequel nous n'étions pas au courant, ainsi que par les horaires tardifs non respectés et les désagréments qui en découlent. Il est impératif de trouver un équilibre entre le dynamisme culturel et le respect du cadre de vie des riverains.

Dès lors, nous souhaitons faire une interpellation citoyenne au prochain conseil communal à ce sujet.

Un dialogue avec les principaux intervenants est resté vain...

Vous trouverez ci-dessous le lien WeTransfer avec les vidéos.

Nous vous remercions pour votre attention et espérons une réponse concrète à ces préoccupations légitimes.

Les habitants du quartier Osseghem / Beekkant.

Intervenant: Monsieur. M'rabet Abdelilah.

Vidéos via WeTransfer:

<https://we.tl/t-cs0Be5ObPP>

Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie over overlast in de wijk Osseghem - Beekkant.

*1 annexe / 1 bijlage
interpellation + pétition Beekkant Osseghem.pdf*

3 Action sociale - Promouvoir les Cultures à Molenbeek asbl - Renouvellement des mandats - Désignation des représentants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale du PCM - Législature 2024-2030.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du 1^{er} décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Vu la constitution le 26 avril 2012 de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » - PCM asbl en abrégé, dont le siège social se situe au n°67, Chaussée de Merchtem à 1080 Bruxelles, et dont le n° d'entreprise est 0847.062.297 ;

Vu l'article 5 des statuts de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » indiquant que l'Assemblée générale se compose pour moitié au plus, de représentants des pouvoirs publics, à savoir le Bourgmestre et cinq autres Conseillers communaux ;

Vu le même article des statuts de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » indiquant que les cinq autres Conseillers communaux seront désignés conformément aux dispositions de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (Pacte culturel) ;

Considérant qu'en vertu de l'article 21 des statuts de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek », parmi ces cinq autres Conseillers communaux, il s'agit d'inclure le Conseiller élu comme Échevin et chargé de la Culture française ou de la Cohésion sociale, appelé à assurer la Vice-Présidence de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » ;

Considérant que les membres sortants sont Mesdames Catherine MOUREAUX, Françoise SCHEPMANS, Laetitia KALIMBIRIRO et Gloria GARCIA-FERNANDEZ et Messieurs Georges VAN LEECKWYCK et Mohamed EL BOUZZATI ;

Vu l'article 9 des statuts de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » indiquant que la qualité de

membre est liée aux conditions ayant présidé à leur désignation ou à leur reconnaissance en cette qualité ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 16 décembre 2024 par laquelle il a procédé à l'élection des Echevins ;

Vu la fixation le 19 décembre 2024 des compétences au sein du Collège échevinal ;

DECIDE :

Article unique :

De désigner en son sein comme nouveaux membres de l'Assemblée générale de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » qui remplaceront les membres sortants :

De droit, par sa qualité de membre du Collège des Bourgmestre et Echevins :

Madame Catherine MOUREAUX, Bourgmestre, appelée à être la Présidente de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » ;

Sur décision du Conseil communal :

1. Monsieur Amet GJANAJ, Échevin de la Culture, appelé à être le Vice-Président de l'asbl « Promouvoir les Cultures à Molenbeek » ;
2. Membre
3. Membre
4. Membre
5. Membre

Sociale actie - Vzw Promouvoir les Cultures à Molenbeek - Hernieuwing van mandaten - Benoeming van vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van PCM - Legislatuur 2024-2030.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van 1 december 2024 waarbij de Gemeenteraad werd geïnstalleerd naar aanleiding van de verkiezingen van 13 oktober 2024;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek aan te duiden in bepaalde organisaties en intercommunales waarvan zij deel uitmaakt;

Gezien de oprichting op 26 april 2012 van de vzw “Promouvoir les Cultures à Molenbeek” - afgekort PCM vzw, met maatschappelijke zetel gelegen Merchtemsesteenweg 67, 1080 Brussel, en met ondernemingsnummer 0847.062.297;

Gelet op artikel 5 van de statuten van de vzw “Promouvoir les Cultures à Molenbeek”, dat bepaalt dat niet meer dan de helft van de leden van de algemene vergadering vertegenwoordigers van de overheid mogen zijn, namelijk de burgemeester en vijf andere gemeenteraadsleden;

Gelet op hetzelfde artikel van de statuten van de vzw “Promouvoir les Cultures à Molenbeek”, waarin staat dat de vijf andere gemeenteraadsleden worden benoemd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 juli 1973 tot bescherming van de ideologische en filosofische tendens (Cultuurpactwet);

Overwegend dat, overeenkomstig artikel 21 van de statuten van de vzw “Promouvoir les Cultures à Molenbeek”, onder deze vijf andere gemeenteraadsleden, het gemeenteraadslid verkozen als Schepen, verantwoordelijk voor de Franstalige Cultuur of de Sociale Samenhang moet worden opgenomen in het Vice-voorzitterschap van de vzw “Promouvoir les Cultures à Molenbeek”;

Overwegende dat de uittredende leden Mevrouw Catherine MOUREAUX, Françoise SCHEPMANS, Laetitia KALIMBIRIRO en Gloria GARCIA-FERNANDEZ en de heren Georges VAN LEECKWYCK en Mohamed EL BOUAZZATI zijn;

Gelet op artikel 9 van de statuten van de vzw “Promouvoir les Cultures à Molenbeek”, dat bepaalt dat het lidmaatschap verbonden is aan de voorwaarden die hun benoeming of erkenning als lid hebben geregeld;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 16 december 2024 waarbij hij de schepenen heeft verkozen;

Gelet op de bepaling van de bevoegdheden binnen het schepencollege van 19 december 2024;

BESLUIT :

Enig artikel :

Onder haar leden nieuwe leden van de Algemene Vergadering van de vzw “Promouvoir les Cultures à Molenbeek” te benoemen ter vervanging van de uitredende leden:

Van rechtswege, als lid van het schepencollege:

Mevrouw Catherine MOUREAUX, burgemeester, die voorzitter wordt van de vzw “Promouvoir les Cultures à Molenbeek”;

Bij besluit van de Gemeenteraad:

1. De heer Amet GJANAJ, Schepen van Cultuur, benoemd tot vice-voorzitter van de vzw “Promouvoir les Cultures à Molenbeek”.
2. Lid
3. Lid
4. Lid
5. Lid

4 **Secrétariat communal - VIVAQUA scrl - Renouvellement des mandats - Désignation des délégués pour la représentation de la commune de Molenbeek-Saint-Jean aux Assemblées Générales de VIVAQUA - Désignation de candidats administrateurs - Assemblée générale extraordinaire du 26 mars 2025.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du 1er décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l’installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l’élection des Echevins ;

Considérant qu’il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Vu l’email de Vivaqua scrl en date du 10 janvier 2025 comprenant la convocation et l’ordre du jour pour l’Assemblée Générale qui se réunira en séance extraordinaire au siège social de Vivaqua le mercredi 26 mars 2025 à 11h00 ;

Considérant qu’il y a lieu de désigner les délégués pour représenter la Commune de Molenbeek-Saint-Jean à l’Assemblée Générale Extraordinaire du 26 mars 2025 ainsi qu’aux autres Assemblées Générales de VIVAQUA pour toute la durée de la nouvelle législature communale 2024 - 2030 ;

Considérant que chaque commune associée est représentée à l’Assemblée Générale et que les communes de septante à cent mille habitants seront représentées à raison de 4 délégués ;

Considérant qu’il y a 2 mandats d’administrateurs réservés pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que les candidats administrateurs tout comme les représentants des communes associées aux assemblées générales doivent être désignés par le Conseil Communal parmi les Conseillers Communaux, les Bourgmestres ou les Echevins de la commune ;

Considérant que les mandats d’administrateurs sont rémunérés ;

DECIDE :

Article 1 :

De désigner les personnes suivantes, pour toute la durée de la nouvelle législature communale, en qualité de délégués pour la représentation de la commune de Molenbeek-Saint-Jean aux Assemblées Générales de VIVAQUA :

-
-

-
-

Article 2 :

De désigner les personnes suivantes pour toute la durée de la nouvelle législature communale, en qualité d'administrateurs pour la représentation de la commune de Molenbeek-Saint-Jean aux Conseils d'Administration de VIVAQUA :

-
-

Gemeentelijk Secretariaat - VIVAQUA cvba - Vernieuwing van de mandaten - Aanduiding van de afgevaardigden voor de vertegenwoordiging van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergaderingen van VIVAQUA - Aanduiding van de kandidaat-bestuurders - Buitengewone Algemene Vergadering op 26 maart 2025.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van 1 december 2024 waarbij werd overgegaan tot de installatie van de nieuwe Gemeenteraad voortgekomen uit de verkiezingen van 13 oktober 2024 en de verkiezing van de Schepenen;

Overwegende dat vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangeduid te worden in bepaalde organismen en intercommunales waarvan zij deel uitmaakt;

Gelet op de email van Vivaqua cvba op datum van 10 januari 2025 omvattende de oproeping en de dagorder van de Algemene Vergadering die zal bijeenkomen in buitengewone zitting op woensdag 26 maart 2025 om 11u00 ;

Overwegende dat de vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangesteld te worden voor de buitengewone Algemene Vergadering van 26 maart 2025 alsook voor al de andere zittingen van de Algemene Vergadering van VIVAQUA voor de volledige duur van de gemeentelijke legislatuur 2024 - 2030 ;

Gelet op het feit dat elke gemeente-vennoot vertegenwoordigt is in de Algemene Vergadering en dat de gemeentes met tussen zeventig- en honderdduizend inwoners beschikken over 4 afgevaardigden;

Gelet op het feit dat 2 bestuurdersmandaten toekomen aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat net zoals de vertegenwoordigers van de gemeenten-vennoten op de zittingen van de Algemene Vergadering, dienen aangeduid te worden door de Gemeenteraad en dienen gekozen te worden uit de Gemeenteraadsleden, de Burgemeesters of de Schepenen van de gemeente;

Overwegende dat de bestuurdersmandaten bezoldigd zijn;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De volgende personen aan te stellen, voor de volledige duur van de gemeentelijke legislatuur, in de hoedanigheid van afgevaardigden voor de vertegenwoordiging van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in alle Algemene Vergaderingen van VIVAQUA :

-
-
-
-

Artikel 2 :

De volgende personen aan te stellen, voor de volledige duur van de gemeentelijke legislatuur, in de hoedanigheid van bestuurder voor de vertegenwoordiging van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Raden van Bestuur van VIVAQUA :

-
-

*1 annexe / 1 bijlage
Vivaqua.pdf*

5 **Secrétariat communal - BRULABO s.c.r.l. - Renouvellement des mandats.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du 1 décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Vu la lettre du 10 janvier 2025 dans laquelle Brulabo s.c.r.l. demande de désigner le délégué de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean aux Assemblées Générales et de spécifier si le délégué est candidat pour un poste d'administrateur et s'il se porte candidat au poste de Président ;

Considérant que les représentants des communes associées à l'assemblée générale sont désignés par le Conseil Communal de chaque commune parmi les Conseillers, le Bourgmestre et les Echevins de la commune ;

Considérant que le jeton de présence est fixé à 99,73 €(indexé chaque année, valeur 2024) ;

DECIDE :

Article unique :

De désigner , Conseiller Communal en qualité de délégué à l'Assemblée Générale et de présenter comme candidat au poste d'administrateur et au poste de président au Conseil d'Administration de Brulabo s.c.r.l. sise à 1000 Bruxelles, avenue de Maelbeek 3.

Gemeentelijk Secretariaat - BRULABO c.v.b.a. - Vernieuwing van de mandaten.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van 5 december 2018 waarbij werd overgegaan tot de installatie van de nieuwe Gemeenteraad voortgekomen uit de verkiezingen van 14 oktober 2018 en de verkiezing van de Schepenen;

Overwegende dat vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangeduid te worden in bepaalde organismen en intercommunales waarvan zij deel uitmaakt;

Gelet op de brief van 17 januari 2019 waarin Brulabo c.v.b.a. vraagt om de afgevaardigde van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek aan te duiden voor de Algemene Vergaderingen en te specificeren of de afgevaardigde kandidaat is voor de post van beheerder en zich ook kandidaat stelt voor de post van Voorzitter ;

Gezien het artikel 66 & 1 van de ordonnantie met betrekking tot de specifieke modaliteiten voor het gemeentelijk beheer en de intergemeentelijke samenwerking van 5 juli 2018 dat specificeert: "De vertegenwoordigers van de gemeenten-vennoten in de Algemene Vergadering zijn aangeduid door de Gemeenteraad van elke gemeente uit de Gemeenteraadsleden, de Burgemeester en de Schepenen van

de gemeente”;
Overwegende dat het bestuurdersmandaat bezoldigd is;

BESLUIT :

Enig artikel :

Mevrouw Danielle EVRAUD, Gemeenteraadslid aan te stellen als afgevaardigde voor de Algemene Vergadering en Mevrouw Danielle EVRAUD voor te stellen als kandidate voor de post van beheerder en voor de post van voorzitter bij de Raad van Bestuur van Brulabo c.v.b.a.gevestigd te 1000 Brussel, Maalbeeklaan 3.

1 annexe / 1 bijlage
Brulabo.pdf

6 **Secrétariat communal - Agence Locale pour l'Emploi de Molenbeek-Saint-Jean asbl - Renouvellement des mandats - Désignation des représentants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'ALE - Législature 2024-2030.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du 1er décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;
Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;
Vu la lettre de l'ALE asbl en date du 29 janvier 2025 ;
Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'ALE asbl, sise rue du Comte de Flandre 13 à 1080 Bruxelles pour la nouvelle législature communale 2024 - 2030 ;
Considérant qu'il y a lieu de désigner 6 représentants en tenant compte de la proportionnalité entre la majorité et la minorité au sein du nouveau Conseil communal ;
Considérant que cette désignation doit faire l'objet d'une délibération et d'un vote individuel du Conseil ;
Considérant que ces représentants ne doivent pas nécessairement faire partie du conseil communal ;
Considérant qu'un appel aux candidatures a été envoyé par email à tous les conseillers communaux le 11/02/2025 ;

DECIDE :

Article unique :

De désigner les 6 personnes suivantes pour représenter la commune de Molenbeek-Saint-Jean à l'Assemblée Générale de l'ASBL Agence Locale pour l'Emploi de Molenbeek-Saint-Jean, selon le système à la proportionnelle:

Pour la majorité :

-
-
-
-

Pour l'opposition :

-
-

Gemeentelijk secretariaat - Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Sint-Jans-Molenbeek vzw - Vernieuwing van de mandaten - Aanstelling van de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van de PWA - Legislatuur 2024-2030.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van 1 december 2024 waarbij werd overgegaan tot de installatie van de nieuwe Gemeenteraad voortgekomen uit de verkiezingen van 13 oktober 2024 en de verkiezing van de Schepenen;

Overwegende dat vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangeduid te worden in bepaalde organismen en intercommunales waarvan zij deel uitmaakt;

Gelet op de brief van het PWA vzw op datum van 29 januari 2025;

Overwegende dat de vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek dienen aangesteld te worden voor de Algemene Vergadering van het PWA vzw, gevestigd in de Graaf Van Vlaanderenstraat 13 te 1080 Brussel voor de nieuwe gemeentelijke legislatuur 2024 - 2030 ;

Overwegende dat 6 vertegenwoordigers dienen aangesteld te worden en dat dient te gebeuren volgens de evenredigheid tussen de meerderheid en de minderheid in de nieuwe gemeenteraad;

Overwegende dat deze aanstelling het voorwerp moet uitmaken van een beraadslaging en een individuele stemming;

Overwegende dat de vertegenwoordigers niet noodzakelijk moeten deel uitmaken van de gemeenteraad;

Overwegende dat er op 11/02/2025 per e-mail een oproep tot het indienen van aanvragen naar alle gemeenteraadsleden werd gestuurd;

BESLUIT :

Enig artikel :

De volgende 6 personen aan te stellen als vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in de Algemene Vergadering van de vzw het Plaatselijk Werkgelegenheidsagentschap van Sint-Jans-Molenbeek, volgens het evenredigheidsstelsel:

Voor de meerderheid:

-
-
-
-

Voor de oppositie :

-
-

1 annexe / 1 bijlage

ALE.pdf

de CREAT - TMVS.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20/12/2023 par laquelle l'administration communale de Molenbeek a décidé d'adhérer à la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS) ;
Considérant que les services de TMVS ne peuvent être proposés qu'aux participants de TMVS ;
Considérant que l'autonomie des partenaires participants est pleinement respectée ;
Considérant que l'adhésion à la TMVS doit être maintenue jusqu'en 2035;

DECIDE :

Article unique :

De désigner et, en tant que membres effectifs, et, en tant que suppléant, à l'assemblée générale à la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS).

Gemeentesecretariaat - Aanstelling van twee vertegenwoordigers en één plaatsvervanger voor de Algemene vergadering van CREAT - TMVS.

DE RAAD,

In het licht van de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 20/12/2023 waarbij het gemeentebestuur va beslist om toe te treden tot de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS);

Overwegende dat TMVS-diensten uitsluitend aan TMVS-deelnemers kunnen worden aangeboden;

Overwegende dat de autonomie van de deelnemende partners volledig wordt gerespecteerd;

Overwegende dat het lidmaatschap van de TMVS tot 2035 gehandhaafd moet blijven;

BESLUIT :

Enkel artikel :

Om op de algemene vergadering van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS en, als volwaardige leden, en, als plaatsvervanger te benoemen

8 **Enseignement francophone - Enseignement communal de Promotion sociale - Institut Machtens - Convention entre l'Administration communale et l'asbl Service Emploi de Koekelberg pour l'occupation gratuite d'un local de cours à l'Institut Machtens en 2025 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'il a été modifié ;

Considérant que l'article 114 du décret précité autorise les pouvoirs organisateurs d'établissements de promotion sociale à conclure des conventions avec des associations pour réaliser les finalités déterminées à l'article 7 dudit décret :

Concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;

Répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturelles ;

Vu le règlement communal d'occupation des salles et des locaux appartenant à la commune de Molenbeek-Saint-Jean, adopté par le Conseil communal du 23 septembre 2015 et publié par voie d'affichage le 27 octobre 2015 ;

Considérant la demande de l'asbl Service Emploi de Koekelberg, en date du 16 janvier 2025, sollicitant la mise à disposition à titre gratuit d'un local situé au 1^{er} étage à l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale (rue Tazieaux, 25), repris comme bâtiment communal ;

Considérant que l'asbl Service Emploi de Koekelberg donnera priorité aux demandeurs d'emploi Molenbeekois et l'offre gratuite de divers services techniques, ci-annexés dans la convention de mise à disposition des locaux ;

Considérant que ces cours seront donnés par la section CFITECH, Centre de formation OISP de l'asbl Service Emploi de Koekelberg ;

Considérant que ces modules seront destinés à des demandeurs d'emploi de la Région bruxelloise comprenant :

- html5 css3, Bootstrap ;
- JavaScript, typescript, react, angular ;
- PHP MySQL Symfony, Java;
- Gestion et planification des projets ;
- Formation qualifiante et certifiante nommée « WEB-Développeur » conventionnée par Bruxelles formation et financée par ACTIRIS, COCOF et FSE ;

Considérant que ce projet s'inscrit dans une politique de formations qualifiantes dans le cadre des organismes d'insertion socio-professionnelles bruxellois. L'objectif de l'ASBL étant de former les demandeurs d'emploi dans les métiers de l'informatiques afin de maximiser leur mise à l'emploi dans un secteur porteur;

L'accès aisé de l'endroit en raison de sa localisation explique le succès grandissant des modules informatiques auprès des Molenbeekois et des habitants des communes limitrophes ;

Considérant que ces cours seront donnés du 10 mars 2025 au 31 décembre 2025, du lundi au vendredi de 8h30 à 16h00 ou de 9h00 à 16h30 (selon disponibilités) ;

Considérant que ces occupations auront toujours lieu en dehors des heures de l'Institut Machtens (18h00 à 21h30) et uniquement durant les jours d'ouverture (hors vacances scolaires) ;

Considérant que ce projet profitera à la commune de Molenbeek-Saint-Jean et se veut intégrateur et positif ;

Considérant l'accord de principe de Madame Stéphanie PITZ, Directrice de l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale à Molenbeek-Saint-Jean ;

DECIDE :

Article unique :

d'approuver la mise à disposition à titre gratuit, du 10 mars 2025 au 31 décembre 2025, d'un local (1^{er} étage) de l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale, situé rue Tazieaux, 25 à 1080 Bruxelles au profit de l'asbl Service Emploi de Koekelberg, en échange de la gratuité à tous les cours pour les Molenbeekois et de la gratuité de divers services techniques, formalisée dans la convention ci-annexée établie entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, pouvoir organisateur de l'Institut Machtens et l'asbl Service Emploi de Koekelberg.

Franstalig onderwijs - Gemeentelijk onderwijs voor sociale promotie - Machtens Instituut - Overeenkomst tussen het gemeentebestuur en de vzw Koekelberg Arbeidsbemiddeling voor de vrije ingebruikneming van cursuslokaal aan het Machtens Instituut in 2025 - Goedkeuring.

1 annexe / 1 bijlage

Convention CFITECH 2025.pdf

9 Prévention - Placement de quatre caméras fixes temporaires - Régularisation.

LE CONSEIL,

Vu l'article 25/4 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ;

Vu la demande de la zone de police Bruxelles-Ouest d.d. 24.12.2024 de pouvoir placer 4 caméras fixes temporaires pour la période du 27/12/2024 au 3/01/2025;

Considérant que ces caméras ont été placées aux emplacements suivants :

- boulevard E. Machtens (Beekkant) ;
- rue Fernand Brunfaut ;
- carrefour formé par la rue Picard et la rue de l'Escaut ;
- avenue du Sippelberg ;

Considérant que ces lieux sont dépourvus de caméras fixes ou nécessitent l'ajout de caméras complémentaires et ce vu les nécessités spécifiques du dispositif autour du Nouvel An qui visent à faciliter la gestion de la foule et d'incidents éventuels dans un contexte d'ordre public ;

Considérant par ailleurs que sur le plan de la gestion des données à caractère personnel, la demande de la zone de police du 24 décembre 2024 a tenu compte d'une analyse d'impact et de risques au niveau opérationnel, notamment quant aux catégories de données à caractère personnel traitées (qui seront uniquement à disposition de la zone de police), à la proportionnalité des moyens mis en œuvre, aux objectifs opérationnels à atteindre et à la durée de conservation des données nécessaire pour atteindre ces objectifs ;

Considérant qu'un service de police peut installer et utiliser des caméras sur le territoire qui ressort de sa compétence, après autorisation préalable de principe du conseil communal, lorsqu'il s'agit d'une zone de police ;

Considérant qu'en cas d'urgence motivée, où l'autorisation visée au précédent paragraphe n'a pas encore été obtenue, soit le chef de corps soit le directeur coordonnateur administratif ou le directeur du service demandeur, selon le cas, demande oralement l'autorisation à l'autorité compétente pour y avoir recours dans le cadre de la mission spécifique justifiant l'urgence ; que cette autorisation orale est par la suite confirmée par écrit par l'autorité compétente dans les plus brefs délais ; qu'en ce qui concerne les zones de police, l'autorité compétente peut être représentée par le bourgmestre concerné pour donner l'autorisation orale dans le cas d'urgence ;

Considérant que la bourgmestre a donné son autorisation écrite le 31.12.2024 ; qu'il y a lieu de la confirmer par l'autorité compétente, ici le Conseil communal, conformément à l'article 25/4 §4 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ;

DECIDE :

Article unique :

De confirmer l'autorisation délivrée dans l'urgence le 31.12.2024 à la zone de police Bruxelles-Ouest par la Bourgmestre, pour le placement de quatre caméras fixes temporaires durant la période du 27/12/2024 au 3/01/2025 ;

Preventie - Installatie van vier tijdelijke vaste camera's - Regularisatie.

DE RAAD,

Gelet op artikel 25/4 van de wet van 5 augustus 1992 betreffende de politie;

Gezien het verzoek van de politiezone Brussel-West d.d. 24.12.2024 om 4 tijdelijke vaste camera's te mogen plaatsen voor de periode van 27/12/2024 tot 3/01/2025; Overwegende dat deze camera's geplaatst zijn op volgende locaties:

- E. Machtenslaan (Beekkant) ;
- Fernand Brunfautstraat ;
- kruispunt gevormd door de Picardstraat en de Scheldestraat;
- de Sippelberglaan;

Overwegende dat deze locaties niet over vaste camera's beschikken of extra camera's nodig hebben, gezien de specifieke vereisten van het oudejaarssysteem, die bedoeld zijn om het beheer van mensenmassa's en eventuele incidenten in verband met de openbare orde te vergemakkelijken;

Overwegende voorts dat, wat het beheer van persoonsgegevens betreft, in het verzoek van de politiezone van 24 december 2024 rekening is gehouden met een impact- en risicoanalyse op operationeel niveau, met name met betrekking tot de categorieën van verwerkte persoonsgegevens (waarover alleen de politiezone zal kunnen beschikken), de evenredigheid van de ingezette middelen,

de te bereiken operationele doelstellingen en de periode van gegevensbewaring die nodig is om deze doelstellingen te bereiken;

Overwegende dat een politiedienst camera's mag installeren en gebruiken in het gebied dat onder zijn bevoegdheid valt, na voorafgaande principiële toestemming van de gemeenteraad, wanneer het een politiezone betreft;

Overwegende dat in geval van een met redenen omklede noodsituatie, wanneer de in de vorige alinea bedoelde toestemming nog niet is verkregen, hetzij de korpscommandant, hetzij de administratief coördinerend directeur, hetzij de directeur van de verzoekende dienst, naar gelang van het geval, mondeling toestemming vraagt aan de bevoegde autoriteit om er gebruik van te maken in het kader van de specifieke opdracht die de noodsituatie rechtvaardigt ; dat deze mondelinge toestemming vervolgens zo spoedig mogelijk schriftelijk wordt bevestigd door de bevoegde autoriteit; dat in het geval van politiezones de bevoegde autoriteit zich kan laten vertegenwoordigen door de bevoegde burgemeester om mondeling toestemming te verlenen in geval van nood;

Overwegende dat de burgemeester haar schriftelijke toelating heeft gegeven op 31.12.2024; dat deze moet worden bevestigd door de bevoegde overheid, in casu de Gemeenteraad, overeenkomstig artikel 25/4 §4 van de wet van 5 augustus 1992 betreffende de politietaak;

BESLUIT:

Enig artikel:

De machtiging te bekrachtigen die op 31.12.2024 dringend werd afgeleverd aan de politiezone Brussel-West door de burgemeester, voor de installatie van vier tijdelijke vaste camera's gedurende de periode van 27/12/2024 tot 3/01/2025;

10 Prévention - Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2025 - Prolongation.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil des ministres du 5 juillet 2024 de prolonger le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention d'une année et ce, jusqu'au 31 décembre 2025 (AR du 17 juillet 2024) ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2024 qui précise les modalités pratiques (qui incluent les modifications du plan) de la prolongation d'une année du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention ;

Considérant que sous peine d'irrecevabilité, les communes doivent présenter leur plan pour l'année 2025 le 31 mars 2025 au plus tard;

Considérant que les communes sont tenues d'utiliser le modèle de plan en version Excel fourni par l'administration ;

Considérant que le dossier contient la décision du Conseil Communal approuvant le projet soumis ;

Considérant que si le conseil communal n'est pas en mesure de donner son approbation à la date limite du 31 mars 2025, une décision du Collège des Bourgmestre et Echevins « sous réserve d'approbation par le Conseil Communal » peut être rendue par anticipation. La notification du Conseil Communal doit ensuite être transmise à l'administration dans les meilleurs délais ;

Considérant que pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean, il y a lieu de confirmer que les plans 2025 seront prolongés mais que le nom du Secrétaire faisant fonction doit être modifié par rapport à l'édition précédente;

Considérant qu'il y a lieu de mentionner Mme Vandeput Nathalie comme Secrétaire faisant fonction ;

Considérant que le dossier doit être envoyé par voie électronique uniquement, par mail à sliv@ibz.be;

DECIDE :

Article 1^{er} :

D'approuver la prolongation du PSSP actuel pour l'année 2025 selon le formulaire annexé à la

présente délibération mais que le nom du Secrétaire faisant fonction doit être modifié et qu'il y a lieu de mentionner Mme Vandeput Nathalie pour ladite fonction;

Article 2 :

De transmettre par voie électronique le dossier accompagné de la décision du Conseil Communal pour le 31 mars au plus tard ;

Preventie - Strategische Veiligheids- en Preventieplan 2025 - Verlenging.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 5 juli 2024 om het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan met één jaar te verlengen tot 31 december 2025 (Koninklijk Besluit van 17 juli 2024);
Gelet op het Ministerieel Besluit van 20 december 2024, dat de modaliteiten (met inbegrip van de planwijzigingen) voor de verlenging met één jaar van het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan bepaalt;

Overwegende dat de gemeenten, op straffe van onontvankelijkheid, hun plan voor 2025 ten laatste op 31 maart 2025 moeten indienen;

Overwegende dat de gemeenten verplicht zijn de Excel-versie van het modelplan te gebruiken dat door de administratie ter beschikking wordt gesteld;

Overwegende dat het dossier de beslissing van de Gemeenteraad bevat die het ingediende project goedkeurt;

Overwegende dat, als de Gemeenteraad zijn goedkeuring niet kan geven voor de deadline van 31 maart 2025, een beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen "onder voorbehoud van goedkeuring door de Gemeenteraad" vervroegd kan worden gegeven. Overwegende dat voor de gemeente Sint-Jans-Molenbeek bevestigd moet worden dat de plannen voor 2025 verlengd worden, maar dat de naam van de waarnemend secretaris gewijzigd moet worden ten opzichte van de vorige editie;

Overwegende dat mevrouw Vandeput Nathalie moet worden vermeld als waarnemend secretaris;

Overwegende dat het dossier uitsluitend elektronisch moet worden verzonden, per e-mail naar sliv@ibz.be;

BESLUIT:

Artikel 1:

Om de verlenging van het huidige SVPP voor het jaar 2025 goed te keuren volgens het aan deze beraadslaging gehechte formulier, met dien verstande dat de naam van de waarnemend secretaris voor genoemde functie wordt veranderd in mevrouw Vandeput Nathalie;

Artikel 2:

Om het dossier met het besluit van de gemeenteraad uiterlijk op 31 maart langs elektronische weg toe te zenden;

2 annexes / 2 bijlagen

MSJ Propositie PSSP 2025_NL.xlsx, MSJ Proposition PSSP 2025_FR.xlsx

11 Cellule Habitat - Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres - Bilan 2023.

LE CONSEIL,

Vu le Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres, signé en juin 2013, et notamment son article 6, relatif à son évaluation annuelle;
Considérant que la Cellule Habitat est chargée au sein de l'Administration communale de la coordination du dispositif ;

Considérant qu'il est proposé au Conseil Communal de prendre acte du bilan 2023 dudit Protocole (comprenant le bilan du CPAS et FRAUDES en annexe), s'agissant d'un volet d'action important pour notre Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 28.11.2024;

DÉCIDE

Article unique

De prendre acte du bilan 2023 et de ses annexes du Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres.

HabitatCel - Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen - Balans 2023.

LE RAAD,

Considérant le volet op het Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen, ondertekend in juni 2013, en vooral artikel 6, betreffende de jaarlijkse evaluatie ervan;

Considérant verwegende dat de HabitatCel, binnen het Gemeentebestuur, bevoegd is voor de coördinatie van deze regeling;

Considérant verwegende dat op de Gemeenteraad werd voorgesteld om akte te nemen van de balans 2023 van het vernoemde Protocol (omvattende de balans van het OCMW en FRAUDES in bijlage), die een belangrijke luik aan actie betreft voor onze Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 28.11.2024;

ESLIST

Unig artikel

Akte te nemen van de balans 2023 en bijlagen van het Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen.

3 annexes / 3 bijlagen

PMSI Bilan annuel 2023.pdf, Annexe 2 - Bilan Protocole Cellule Logement CPAS de Molenbeek-Saint-Jean 2023.pdf, Annexe 1 - Bilan Protocole FRAUDES 2023.pdf

12 Petite enfance - Crèche « Reine Fabiola » - Prolongation de collaboration artistique, approbation de la convention.

LE CONSEIL,

Considérant l'ordre de service 393 envoyé le 27.10.23, rappelant que les conventions soumises à la signature doivent être accompagnées de la délibération du Conseil Communal les approuvant ;

Considérant qu'une prolongation de la convention est souhaitée par les artistes de la compagnie et par l'équipe de direction de la crèche « Reine Fabiola » ;

Considérant qu'une convention doit être établie entre la compagnie « sQueezz » et la crèche « Reine Fabiola » représentée par l'Administration Communale de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant l'avis du service juridique de l'Administration Communale de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant l'avis de l'ONE ;

Considérant l'arrêté du gouvernement de la communauté française fixant le code de qualité

de l'accueil Art. 2 : « Afin de réunir pour chaque enfant les conditions d'accueil les plus propices à son développement intégré sur les plans physique, psychologique, cognitif, affectif et social, le milieu d'accueil préserve et encourage le désir de découvrir de l'enfant en organisant des espaces de vie adaptés à ses besoins, en mettant à sa disposition du matériel et lui donnant accès à des activités, le cas échéant, diversifiées. » ;

Considérant que les ateliers organisés par la compagnie « sQueezz » sont adaptés aux enfants de 0 à 3 ans et qu'ils se dérouleront dans le milieu d'accueil ;

Considérant que les informations pratiques, tarifaires et d'annulation sont définies dans la convention ;

Considérant que le coût à charge de la Commune sera de 00,00 EUR TTC ;

DÉCIDE :

Article unique :

D'approuver la prolongation de la convention de collaboration ci-annexée.

Kinderopvang - Kinderdagverblijf « Reine Fabiola » - Verlenging van artistieke samenwerking, goedkeuring van de overeenkomst.

DE RAAD,

Gelet op dienstorder 393 verzonden op 27.10. 23, waarin eraan wordt herinnerd dat de overeenkomsten die ter ondertekening worden voorgelegd, vergezeld moeten gaan van de beraadslaging van de Gemeenteraad die ze goedkeurt ;

Overwegende dat een verlenging van de overeenkomst wordt gewenst door de artiesten van de vennootschap en door de directie van het kinderdagverblijf « Reine Fabiola » ;

Overwegende dat er een overeenkomst moet worden opgesteld tussen de vennootschap « sQueezz » en het kinderdagverblijf "Reine Fabiola", vertegenwoordigd door de Gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien het advies van de juridische dienst van de Gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien het advies van de ONE ;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse gemeenschap tot vaststelling van de kwaliteitscode voor kinderopvang, Art. 2: « Teneinde elk kind de omstandigheden voor kinderopvang te bieden die het meest bevorderlijk zijn voor zijn geïntegreerde fysieke, psychologische, cognitieve, emotionele en sociale ontwikkeling, moet de omgeving van de kinderopvang de ontdekkingsdrang van het kind in stand houden en aanmoedigen door leefruimten te organiseren die aangepast zijn aan zijn behoeften, door materiaal ter beschikking te stellen van het kind en door hem toegang te geven tot gediversifieerde activiteiten, indien nodig » ;

Overwegende dat de workshops georganiseerd door het bedrijf « sQueezz » geschikt zijn voor kinderen van 0 tot 3 jaar en dat deze zullen plaatsvinden in de kinderopvangomgeving ;

Overwegende dat de praktische informatie, de informatie over de prijzen en annuleringsvoorwaarden zijn gedefinieerd in de overeenkomst ;

Overwegende dat de kosten ten laste van de gemeente EUR 00,00 inclusief belastingen zullen bedragen ;

BESLUIT :

Enig artikel :

De verlenging van de samenwerkingsovereenkomst in bijlage goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage

13 Marchés Publics - Marché public de services à bordereau de prix relatif à « 01 Alarme - Intrusion - Incendie des bâtiments communaux année 2025 » - Procédure négociée directe avec publication préalable - Approbation des conditions et du mode de passation.

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 221.000,00 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il convient de prévoir l'entretien et les interventions en cas de panne des systèmes de détection Intrusion et Incendie des bâtiments communaux afin de garantir le fonctionnement correct des installations conformément aux normes en vigueur ;

Considérant le cahier des charges N° MP/2025/029 relatif au marché "ALARME_INTRUSION_INCENDIE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX ANNÉE 2025" établi par le Service Marchés Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 160.020,00 EUR HTVA ou 193.624,20 EUR, 21% TVAC ;

Considérant que le marché sera conclu pour une période d'un an ;

Considérant que le présent marché (à bordereau de prix) sera lancé via une procédure négociée directe avec publication préalable, conformément à l'article 36, §1er de la loi du 17 juin 2016 et conformément à l'article 11, 3° de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs Classiques ;

Considérant qu'il est proposé de prendre connaissance des documents du marché, à savoir du cahier des charges administratif, technique, et de ses annexes établies par le Service des Marchés Publics en collaboration avec le service des propriétés communales ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2025, des articles

suivants :

7220/125/06,8440/125/06,1040/125/06,1370/125/06,7610/125/06,8780/125/06,8710/125/06,9220/125/06,4210/125/06,7630/125/06,7350/125/06,8420/125/06,7640/125/06,7620/125/06,7624/125/06,7670/125/06,7660/125/06,9301/125/06, 7340/125/06 ;

DECIDE :

Article 1er

De lancer le marché public de services relatif à "ALARME_INTRUSION_INCENDIE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX ANNÉE 2025" pour une période d'un an via la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 2

D'approuver le cahier des charges N° MP/2025/029, ainsi que ses annexes établis par le Service Marchés Publics pour le marché public de services relatif à "ALARME_INTRUSION_INCENDIE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX ANNÉE 2025", pour une période d'un an ;

Article 3

D'approuver la dépense globale pour ce marché estimé à 160.020,00 EUR HTVA, soit 193.624,20 EUR TVAC. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Article 4

d'approuver et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Openbare diensten - Overheidsopdracht voor dienstverlening met prijslijst voor “01 Alarme - Intrusion - Incendie des bâtiments communaux année 2025” - Rechtstreekse onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de gunningsvoorwaarden en gunningsmethode.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 1° (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 221.000,00 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “ALARME_INTRUSION_INCENDIE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX ANNÉE 2025” een bestek met nr. MP/2025/029 werd opgesteld door de Dienst Overheidsopdrachten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 160.020,00 EUR excl. btw of 193.624,20 EUR incl. 21% btw;

Overwegende dat het contract zal worden gesloten voor een periode van één jaar;

Overwegende dat dit contract (met prijslijst) zal worden gelanceerd via een onderhandse procedure met voorafgaande bekendmaking, in overeenstemming met artikel 36, §1 van de wet van 17 juni 2016 en in overeenstemming met artikel 11, 3° van het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende dat wordt voorgesteld om kennis te nemen van de aanbestedingsdocumenten, namelijk het administratieve, technische bestek en zijn bijlagen opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten in samenwerking met de gemeentelijke eigendommen;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven zijn opgenomen in de gewone begroting voor het begrotingsjaar 2025, onder de volgende artikelen 7220/125/06, 8440/125/06, 1040/125/06, 1370/125/06, 7610/125/06, 8780/125/06, 8710/125/06, 9220/125/06, 4210/125/06, 7630/125/06, 7350/125/06, 8420/125/06, 7640/125/06, 7620/125/06, 7624/125/06, 7670/125/06, 7660/125/06, 9301/125/06, 7340/125/06 ;

Beslist:

Artikel 1

Het overheidsopdracht met betrekking tot “BRANDINTRUSIE_ALARMESYSTEMEN VOOR GEBOUWEN IN DE GEMEENSCHAP JAAR 2025” te lanceren voor een periode van één jaar via de onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Artikel 2

Het bestek nr. MP/2025/029 en de bijlagen daarbij, opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten, voor de overheidsopdracht voor dienstverlening met betrekking tot “BRANDINTRUSIE_ALARMING IN GEMEENTEBOUWEN JAAR 2025”, voor een periode van één jaar goed te keuren;

Artikel 3

De totale uitgaven voor deze opdracht die geraamd worden op 160 020,00 euro excl. btw, d.w.z. 193 624,20 euro incl. btw. goed te keuren;

Artikel 4

het standaard publicatieformulier wordt goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

14 **Recette communale - Vérification de l'encaisse communale du 01.01.2024 au 31.12.2024.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance du procès-verbal de vérification de l'encaisse communale du 01.01.2024 au 31.12.2024 ;

Considérant que la situation de l'encaisse communale au 11.02.2025 a été vérifiée par Monsieur l'Echevin des Finances délégué ;

Considérant que le solde débiteur à justifier par le Receveur communal s'élève à 8.991.357,06 EUR tel qu'il est repris dans la situation de trésorerie détaillée ci-annexée ;

Considérant que ce solde inclut un crédit à terme fixe de 32.000.000 EUR auprès de BRINFIN ;

Considérant que l'encaisse correspondant exactement aux montants à justifier ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 81 du nouveau Règlement sur la comptabilité communale ;

Prend connaissance du procès-verbal de la vérification de l'encaisse communale du 01.01.2024 au 31.12.2024 conformément aux dispositions de l'article 131 de la nouvelle loi communale.

Gemeenteontvangst - Controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2024 tot 31.12.2024.

DE RAAD,

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van de gemeentekas van 01.01.2024 tot 30.09.2024;

Overwegende dat het kasgeld tot en met 11.02.2025 werd gecontroleerd door De heer afgevaardigde Schepen van Financiën;

Overwegende dat het debet saldo te verklaren door de Gemeenteontvanger 8.991.357,06 EUR bedraagt zoals dit in bijlage werd gerechtvaardigd in de toestand van de thesaurie;

Overwegende dat het resultaat lening op vaste termijn bevat van 32.000.000 EUR bij BRINFIN;

Overwegende de gemeentekas komt exact overeen met de te rechtvaardigen bedragen;

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 81 van het nieuw reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2024 tot 31.12.2024 overeenkomstig de bepalingen van artikel 131 van de nieuwe gemeentewet.

2 annexes / 2 bijlagen

SKM_750i19012713390.pdf, SKM_750i19012713380.pdf

15 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat Ecole La Rose des Vents - Visites de chantier - Appel.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2023 accordant un subside à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean d'un montant de 1.250.000€ dans le cadre du programme de rénovation urbaine "Contrat École La Rose des Vents" - Budget 2023;

Vu le courrier du 15 décembre 2023 de perspective.brussels notifiant l'arrêté de subvention dans le cadre du Contrat École La Rose des Vents;

Considérant que ce programme prévoit les projets suivants qui sont portés par la Commune: Une nouvelle entrée pour les écoles, Une entrée pour le jardin, Apaisement de la rue de Courtrai, Dépollution du terrain vague, Aménagement d'un jardin en cœur d'îlot, Activation du jardin en cœur d'îlot, Murs habillés, Visibilisation des associations du quartier, Visites de chantier et le Coordinateur école quartier;

Considérant que le programme du contrat école prévoit l'action 3.2 "Visites de chantier" pour laquelle la Commune doit lancer un appel;

Considérant que le Département Infrastructures et Développement Urbain a élaboré un règlement et un formulaire de candidature pour cette action;

Considérant que le règlement pour l'appel à projets est repris en annexe;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le règlement pour l'action 3.2 "Visites de chantier" dans le cadre du Contrat Ecole La Rose des Vents.

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Schoolcontract La Rose des Vents - Werkbezoeken - Oproep.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van 1.250.000€ aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het programma voor stadsvernieuwing "Schoolcontract La Rose des Vents" - Begroting 2023;

Gelet op de brief van 15 december 2023 van perspective.brussels ter kennisgeving van het subsidiebesluit in het kader van het schoolcontract La Rose des Vents;

Overwegende dat het programma de volgende projecten voorziet die gedragen worden door de gemeente : Een nieuwe ingang voor de scholen, Een ingang voor de tuin, Verkeersstroom in Kortrijkstraat verminderen, Sanering van braakliggend terrein, Aanleg van een tuin op de binnenkoer, Activatie van de tuin op de binnenkoer, Beklede muren, Zichtbaarheid van de wijkverenigingen, Werkbezoeken en de School-wijk coördinator;

Overwegende dat het programma voor het schoolcontract voorziet in de actie 3.2 "Werfbezoeken", waarvoor de gemeente een oproep moet lanceren;
Overwegende dat het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de bovengenoemde actie een reglement en een kandidatuurformulier heeft opgesteld;
Overwegende dat het reglement voor de oproep tot het indienen van projecten in bijlage is opgenomen;
Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het reglement betreffende actie 3.2 "Werfbezoeken" in het kader van het Schoolcontract La Rose des Vents goed te keuren.

4 annexes / 4 bijlagen

Reglement Projectoproep Werfbezoeken.pdf, GRBC 23.12.07 - Contrat école Rose des Vents - ACC.pdf, Règlement Appel à projet Visites de chantier.pdf, 7911_OUT_MAARCH2023D_1238_CE Rose des vents.pdf

16 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat Ecole La Rose des Vents - Visibilisation des associations du quartier - Appel.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2023 accordant une subside à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean d'un montant de 1.250.000€ dans le cadre du programme de rénovation urbaine "Contrat École La Rose des Vents" - Budget 2023;

Vu le courrier du 15 décembre 2023 de perspective.brussels notifiant l'arrêté de subvention dans le cadre du Contrat École La Rose des Vents;

Considérant que ce programme prévoit les projets suivants qui sont portés par la Commune: Une nouvelle entrée pour les écoles, Une entrée pour le jardin, Apaisement de la rue de Courtrai, Dépollution du terrain vague, Aménagement d'un jardin en cœur d'îlot, Activation du jardin en cœur d'îlot, Murs habillés, Visibilisation des associations du quartier, Visites de chantier et le Coordinateur école quartier;

Considérant que le programme du contrat école prévoit l'action 3.1 "Visibilisation des associations du quartier" pour laquelle la Commune doit lancer un appel;

Considérant que le Département Infrastructures et Développement Urbain a élaboré un règlement et un formulaire de candidature pour cette action;

Considérant que le règlement pour l'appel à projets est repris en annexe;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le règlement pour l'action 3.1 "Visibilisation des associations du quartier" dans le cadre du Contrat Ecole La Rose des Vents.

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Schoolcontract La Rose des Vents - Zichtbaarheid van de buurtverenigingen - Oproep.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van 1.250.000€ aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het programma voor stadsvernieuwing "Schoolcontract La Rose des Vents" - Begroting 2023;

Gelet op de brief van 15 december 2023 van perspective.brussels ter kennisgeving van het

subsidiebesluit in het kader van het schoolcontract La Rose des Vents;
Overwegende dat het programma de volgende projecten voorziet die gedragen worden door de gemeente : Een nieuwe ingang voor de scholen, Een ingang voor de tuin, Verkeersstroom in Kortrijkstraat verminderen, Sanering van braakliggend terrein, Aanleg van een tuin op de binnenkoer, Activatie van de tuin op de binnenkoer, Beklede muren, Zichtbaarheid van de wijkverenigingen, Werfbezoeken en de School-wijk coördinator;
Overwegende dat het programma voor het schoolcontract voorziet in actie 3.1 "Zichtbaarheid van de buurtverenigingen", waarvoor de gemeente een oproep moet lanceren;
Overwegende dat het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de bovengenoemde actie een reglement en een kandidatuurformulier heeft opgesteld;
Overwegende dat het reglement voor de oproep tot het indienen van projecten in bijlage is opgenomen;
Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het reglement betreffende actie 3.1 "Zichtbaarheid van de buurtverenigingen" in het kader van het Schoolcontract La Rose des Vents goed te keuren.

4 annexes / 4 bijlagen

Règlement Appel à projet Visibilisation des associations du quartier.pdf, GRBC 23.12.07 - Contrat école Rose des Vents - ACC.pdf, Reglement Projectoproep Zichtbaarheid van buurtverenigingen.pdf, 7911_OUT_MAARCH2023D_1238_CE Rose des vents.pdf

17 Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat Ecole La Rose des Vents - Activation du jardin en cœur d'îlot - Appel.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2023 accordant un subside à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean d'un montant de 1.250.000€ dans le cadre du programme de rénovation urbaine "Contrat École la Rose des Vents" - Budget 2023;

Vu le courrier du 15 décembre 2023 de perspective.brussels notifiant l'arrêté de subvention dans le cadre du Contrat École La Rose des Vents;

Considérant que ce programme prévoit les projets suivants qui sont portés par la Commune: Une nouvelle entrée pour les écoles, Une entrée pour le jardin, Apaisement de la rue de Courtrai, Dépollution du terrain vague, Aménagement d'un jardin en cœur d'îlot, Activation du jardin en cœur d'îlot, Murs habillés, Visibilisation des associations du quartier, Visites de chantier et le Coordinateur école quartier;

Considérant que pour ladite action 2.3 "Activation du jardin en cœur d'îlot", la Commune doit lancer un appel;

Considérant que le Département Infrastructures et Développement Urbain a élaboré un règlement et un formulaire de candidature pour cette action;

Considérant que le règlement pour l'appel à projets est repris en annexe;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le règlement pour l'action 2.3 "Activation du jardin en cœur d'îlot" dans le cadre du Contrat Ecole La Rose des Vents.

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Schoolcontract La Rose des Vents - Activatie van de tuin op de binnenkoer - Oproep.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van 1.250.000€ aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het programma voor stadsvernieuwing "Schoolcontract la Rose des Vents " - Begroting 2023; Gelet op de brief van 15 december 2023 van perspective.brussels ter kennisgeving van het subsidiebesluit in het kader van het schoolcontract La Rose des Vents; Overwegende dat het programma de volgende projecten voorziet die gedragen worden door de gemeente : Een nieuwe ingang voor de scholen, Een ingang voor de tuin, Verkeersstroom in Kortrijkstraat verminderen, Sanering van braakliggend terrein, Aanleg van een tuin op de binnenkoer, Activatie van de tuin op de binnenkoer, Beklede muren, Zichtbaarheid van de wijkverenigingen, Werfbezoeken en de School-wijk coördinator; Overwegende dat voor de bovengenoemde actie 2.3 "Activatie van de tuin op de binnenkoer", de gemeente een oproep moet lanceren; Overwegende dat het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de bovengenoemde actie een reglement en een kandidatuurformulier heeft opgesteld; Overwegende dat het reglement voor de oproep tot het indienen van projecten in bijlage is opgenomen; Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het reglement betreffende de actie 2.3 "Activatie van de tuin op de binnenkoer" in het kader van het Schoolcontract La Rose des Vents goed te keuren.

4 annexes / 4 bijlagen

Reglement Projectoproep Activering van de tuin op de binnenkoer.pdf, GRBC 23.12.07 - Contrat école Rose des Vents - ACC.pdf, Règlement Appel à projet Activation du jardin en coeur d'îlot.pdf, 7911_OUT_MAARCH2023D_1238_CE Rose des vents.pdf

18 Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrats de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » et « Etangs Noirs », Contrat d'Axe et Contrat d'Ilot « Courtrai-Ostende » - Modification de la composition de la Commission de Quartier.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'Ordonnance du 06/10/2016) du 24 novembre 2016 ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2017 (séance du 16/11/2017) par laquelle ce Gouvernement décide le lancement, en partenariat avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, du Contrat de Quartier Durable autour du périmètre urbain « Parc de l'Ouest » ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 novembre 2020 (séance du 15/10/2020) par laquelle ce Gouvernement décide du lancement, en partenariat avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, du Contrat de Quartier Durable pour le périmètre « Etangs Noirs » ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 novembre 2022 (séance du 8/09/2022) par laquelle ce Gouvernement décide du lancement, en

partenariat avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, du Contrat d'Axe et Contrat d'Îlot pour le périmètre « Courtrai-Ostende » ;

Vu les décisions du Conseil Communal du 17 décembre 2018, du 8 avril 2021 et du 30 août 2023 d'approuver respectivement la composition de la commission de quartier du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest », du Contrat de Quartier Durable « Etangs Noirs » et du Contrat d'Axe et Contrat d'Îlot « Courtrai-Ostende » ;

Considérant que la composition de la Commission de quartier de ces 3 programmes est la même au niveau de la représentation de la Commune ;

Vu la nouvelle composition du Collège des Bourgmestre et échevins et les nouvelles compétences des échevins;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la modification de la composition de la Commission de Quartier des Contrats de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » et « Etangs Noirs » et du Contrat d'Axe et Contrat d'Îlot « Courtrai-Ostende » (en annexe).

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzame Wijkcontracten "Rondom Westpark" en "Zwarte Vijvers", As-en Huizenblokcontract "Kortrijk-Oostende" - Wijziging van de samenstelling van de Wijkcommissie.

DE RAAD,

Gezien de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende de organisatie van de stedelijke herwaardering en haar uitvoeringsbesluit (besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende de uitvoering van de ordonnantie van 06/10/2016) van 24 november 2016 ;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in datum van 21 november 2017 (zitting van 16/11/2017) waarmee deze Regering besluit om het Duurzaam Wijkcontract “Rondom Westpark” te lanceren, in samenwerking met de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien de betekening van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in datum van 12 november 2020 (zitting van 15/10/2020) waarmee deze Regering besluit om het Duurzaam Wijkcontract voor de perimeter “Zwarte Vijvers” te lanceren, in samenwerking met de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ;

Gezien de betekening van de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 november 2022 (zitting van 08/09/2022) waarbij deze Regering beslist om, in samenwerking met de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het As- en Huizenblokcontract voor de perimeter “Kortrijk-Oostende” op te starten;

Gezien de besluiten van de Gemeenteraad van 17 december 2018, van 8 april 2021 en van 30 augustus 2023 om respectievelijk de samenstelling van de wijkcommissie van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark", het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers" en het As- en Huizenblokcontract "Kortrijk-Oostende" goed te keuren;

Overwegende dat de samenstelling van de wijkcommissie van deze 3 programma's dezelfde is wat betreft de vertegenwoordiging van de gemeente;

Gelet op de nieuwe samenstelling van het college van burgemeester en schepenen en de nieuwe bevoegdheden van de schepenen;

BESLIST :

Enig artikel :

De wijziging van de samenstelling van de Wijkcommissie van de Duurzame Wijkcontracten "Rondom Westpark" en "Zwarte Vijvers" en het As- en Huizenblokcontract "Kortrijk-Oostende" (in bijlage)

goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage

Compo CoQ CACI CQD.pdf

19 **Propriétés communales - Rue Van Kalck 93, 1080 Bruxelles - Location du Kiosque au premier étage du bâtiment de la piscine Louis Namèche par la société « Gaufrier Louis Namèche » - Convention de mise à disposition de local - Report du 22/01/2025.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 mars 2024 décidant de prendre acte de la décision du jury de sélectionner Madame Alessia Ahamjik (projet commercial de kiosque à gaufre) pour l'occupation du kiosque à gaufre sis Rue van Kalck 93, 1er étage ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention de mise à disposition de local entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et la société « *Gaufrier Louis Namèche* » (1012.066.821), représentée par Madame Alessia Ahamjik (projet commercial de kiosque à gaufre) pour une durée de 9 ans ;

Considérant qu'en vertu de cette convention de mise à disposition de local, le montant du loyer mensuel pour cette location peut être fixé à la somme de 300,00 EUR et ce à partir du 01 février 2025 ;

Considérant qu'en vertu de cette convention de mise à disposition de local, le montant de la provision de charges sera fixé à la somme mensuelle de 100,00 EUR jusqu'à la reprise des compteurs d'électricité et eau au nom de la future locataire ;

Considérant que cette convention de mise à disposition de local a été soumis au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet de convention de mise à disposition de local avec la société « *Gaufrier Louis Namèche* » (1012.066.821), pour l'occupation du kiosque situé à rue Van Kalck 93, au premier étage du bâtiment de la piscine Louis Namèche à 1080 Bruxelles, pour une durée de 9 ans et ce à partir du 01 février 2025 ;

Article 2 :

De fixer le montant mensuel du loyer à la somme de 300,00 EUR et de la provision mensuelle de charges à 100,00 EUR ;

Article 3 :

D'inscrire les recettes aux articles 9220/163-01 (300,00 EUR loyer) et 9220/161-048 (100,00 EUR provision de charges) du budget ordinaire 2025.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Gemeentelijke eigendommen - Van Kalckstraat 93, 1080 Brussel - Huur van de kiosk op de eerste verdieping van het gebouw van het zwembad Louis Namèche door het bedrijf « Gaufrier Louis Namèche » - Overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten - Uitsstel van 22/01/2025.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 maart 2024 houdende o.a. besluit

Enig artikel :

Kennis te nemen van de beslissing van de jury om mevrouw Alessia Ahamjik (commercieel project wafelkiosk) te selecteren voor de bezetting van de wafelkiosk gelegen in de Van Kalckstraat 93, 1ste verdieping ;

Overwegende derhalve dat er een overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten moet worden afgesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en het bedrijf "Gaufrier Louis Namèche" (1012.066.821), vertegenwoordigd door mevrouw Alessia Ahamjik (commercieel project wafelkiosk) voor een periode van 9 jaar;

Overwegende dat krachtens dit overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten het bedrag van de maandelijkse huur voor deze huur kan worden vastgesteld op een bedrag van 300,00 EUR en dit met ingang van 01 februari 2025 ;

Overwegende dat krachtens de overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten het bedrag van de provisie voor lasten zal worden vastgelegd op een maandelijks bedrag van 100,00 EUR tot de elektriciteits- en watermeters worden overgenomen op naam van de toekomstige huurder ;

Overwegende dat deze overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten werd voorgelegd aan de dienst Juridische Zaken ;

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Goedkeuring van het ontwerp van overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten met het bedrijf "Gaufrier Louis Namèche" (1012.066.821) voor het gebruik van de kiosk gelegen aan de Van Kalckstraat 93, op de eerste verdieping van het Louis Namèche zwembadgebouw in 1080 Brussel, voor een duur van 9 jaar te rekenen vanaf 01 februari 2025;

Artikel 2 :

De maandelijkse huurprijs vast te stellen op 300,00 EUR en de maandelijkse provisie voor kosten op 100,00 EUR;

Artikel 3 :

De inkomsten te boeken op de artikelen 9220/163-01 (300,00 EUR huurprijs) en 9220/161-048 (100,00 EUR maandelijkse provisie) van de gewone begroting voor 2025.

Deze beslissing zal worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

1 annexe / 1 bijlage

BAIL - VKA 093_01 - Commerce (KIOSQUE) - AHAMJIK Alessia version CC 22.01.2025.pdf

20 **Mobilité - Réalisation d'un Plan de Déplacements d'Entreprise (PDE) pour la Maison Communale.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1 juin 2017 relatif aux plans de

déplacements d'entreprises pour tout organisme de plus de 100 travailleurs ;

Vu l'ordonnance du 2 mai 2013 portant sur le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Energie ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 sur les plans de déplacements d'entreprise pour tout organisme de plus de 100 travailleurs ;

Vu l'arrêté royal d'exécution du chapitre XI de la loi-programme du 8 avril 2003 relatif à la collecte de données concernant les déplacements des travailleurs entre leur domicile et leur lieu de travail ;

Vu les courriers de Bruxelles Environnement concernant l'obligation de plan de déplacements d'entreprise ;

Considérant que Bruxelles Environnement précise qu'un plan de déplacements d'entreprise doit être réalisé pour l'Administration centrale et pour les services présents dans un rayon de 500 m, à savoir :

- La Maison communale - rue du Comte de Flandre 20 ;
- Le bâtiment du service Population - rue Sainte-Marie 25 ;
- La Maison des cultures et de la cohésion sociale - rue Mommaerts 4 ;

Considérant que les membres du personnel communal de ces 3 implantations ont répondu à un questionnaire portant sur leur moyen de transport pour se rendre au travail ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le formulaire du plan de déplacements d'entreprise de Bruxelles Environnement pour la Maison communale (sis rue du Comte de Flandre 20), le bâtiment du service Population (sis rue Sainte-Marie 25), et de la Maison des cultures et de la cohésion sociale (sis rue Mommaerts 4).

Article 2:

De charger le Service Mobilité afin de coordonner la mise en œuvre de des mesures avec les différents services concernés.

Mobiliteit – Uitwerking van een Bedrijfsvervoerplan (BVP) voor het Gemeentebestuur

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2017 betreffende de bedrijfsvervoerplannen van bedrijven die meer dan 100 werknemers tewerkstellen ;

Gelet op de ordonnantie van 2 mei 2013 houdende het Brussels Wetboek

van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 april 2011 betreffende de bedrijfsvervoerplannen voor alle instellingen die meer dan 100 werknemers tewerkstellen ;

Gelet op het Koninklijk besluit houdende de uitvoering van hoofdstuk XI van de programmawet van 8 april 2003 betreffende de verzameling van gegevens over de woon-werkverplaatsingen van werknemers;

Gelet op de briefwisseling van Leefmilieu Brussel betreffende de verplichting van een bedrijfsvervoerplan;

Overwegende dat Brussel Leefmilieu preciseert dat een bedrijfsvervoerplan uitgevoerd moet worden voor het centraal gelegen gemeentebestuur en voor de diensten die aanwezig zijn in een straal van 500m, hetzij:

- Gemeentehuis – Graaf van Vlaanderenstraat, 20 ;
- Het gebouw van de Bevolkingsdienst – Sint-Mariastraat, 25 ;
- Het Huis van Culturen en Sociale Samenhang – Mommaertsstraat, 4 ;

Overwegende dat het gemeentepersoneel van deze drie implantaties voor het grootste deel een vragenlijst aangaande hun manier van verplaatsen naar het werk hebben beantwoord;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het formulier voor het Bedrijfsvervoerplan van Brussel Leefmilieu voor het Gemeentebestuur (Graaf van Vlaanderenstraat, 20), het gebouw van de Bevolkingsdienst (Sint-Mariastraat, 25), en van het Huis van Culturen en Sociale Samenhang (Mommaertsstraat, 4) goed te keuren.

Artikel 2 :

De dienst Mobiliteit de opdracht te geven de uitwerking van deze maatregelen met de verschillende desbetreffende diensten te coördineren.

*1 annexe / 1 bijlage
PDE-report-plan-9057-3.pdf*

21 **Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Adahchour, Conseiller communal Team Fouad Ahidar, visant à renforcer la présence policière et la gratuité du stationnement après 18h00 durant le mois de Ramadan.**

LE CONSEIL,

Entend l'interpellation dont le texte suit :

Considérant que le mois de Ramadan est une période de forte affluence dans l'espace public, en particulier en soirée après la rupture du jeûne, avec une activité accrue aux abords des commerces, des mosquées et des lieux de rassemblement communautaires ; Considérant que la sécurité de tous les citoyens est une priorité et que cette période nécessite une vigilance renforcée afin d'assurer le bon déroulement des activités nocturnes et de prévenir d'éventuels troubles à l'ordre public ; Considérant

que la tentative d'attentat récemment déjouée dans une mosquée molenbeekoise démontre que les lieux de culte sont des cibles potentielles et qu'un dispositif de sécurité adapté est essentiel pour protéger les fidèles et prévenir tout risque d'attaque ou de menace à leur encontre ; Considérant que l'augmentation de la fréquentation des espaces publics durant cette période entraîne des défis en matière de mobilité, notamment en soirée, où les déplacements sont plus nombreux et où les habitants rencontrent des difficultés pour stationner légalement, ce qui peut engendrer des tensions et des sanctions disproportionnées ;

Demandons que le Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean adopte les mesures suivantes : 1. Le renforcement de la présence policière de 18h00 à 7h00 aux abords des mosquées et des espaces à forte fréquentation durant le mois de Ramadan, afin de prévenir tout risque sécuritaire, rassurer les citoyens et garantir une intervention rapide en cas d'incident ; 2. L'instauration de la gratuité du stationnement à partir de 18h00 durant toute la période du Ramadan afin de faciliter les déplacements des habitants et visiteurs, d'éviter les sanctions excessives et d'encourager une gestion plus fluide du stationnement en soirée ; 3. Une collaboration renforcée entre la commune, la zone de police et les responsables des lieux de culte pour évaluer les besoins sécuritaires, organiser des patrouilles adaptées et mettre en place des dispositifs de prévention contre tout acte malveillant ou tentative d'attaque ; 4. Une communication claire et anticipée à destination des habitants, des commerçants et des responsables d'associations afin d'assurer une bonne compréhension et application de ces mesures, et d'encourager une coopération citoyenne pour signaler tout comportement suspect ou situation à risque ; 5. Une évaluation post-Ramadan afin d'analyser l'efficacité des dispositifs mis en place et d'envisager des améliorations pour les années suivantes, en tenant compte des retours des citoyens, des commerçants et des forces de l'ordre. Nous demandons au conseil communal de prendre les dispositions nécessaires afin de mettre en oeuvre ces mesures dès le prochain mois de Ramadan et de garantir ainsi un climat serein, sécurisé et respectueux des réalités locales.

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Monsieur Adahchour, gemeenteraadslid Team Fouad Ahidar, die de aanwezigheidspolitie en de gratis stationnement après 18.00 uur tijdens de maand van de Ramadan wil versterken.

22 Secrétariat communal - Motion déposée par le groupe PS-Vooruit relative au respect de l'intégrité territoriale de la République Démocratique du Congo et au retrait des troupes du M23 et du Rwanda des Provinces de l'Est de la RDC.

LE CONSEIL,

Alors que la situation en RDC était déjà particulièrement grave avec la guerre menée par le M23, aux côtés de leurs alliés rwandais, la perte de la Ville de Goma dans la Province du Nord Kivu, fin janvier 2025, marque un tournant dramatique à la crise que la RDC traverse.

Avec plus de 6 millions de déplacés, dont plus de 400 000 depuis janvier selon l'ONU, cette crise humanitaire sans précédent ne peut désormais qu'empirer avec l'attaque sur Goma. On estime qu'un million d'habitants y vivent, auxquels s'ajoutent plus de 700 000 réfugiés. Et le risque d'escalade régionale est désormais bien réel.

Pendant ce temps, l'Union européenne continue de coopérer avec le Rwanda tandis que les minerais congolais sont pillés puis revendus au Nord et que des casques bleus sont tués.

Nous ne pouvons pas rester passifs face aux violences inouïes qui frappent la RDC. Il est grand temps que la Belgique prenne une position claire et ambitieuse, et joue un rôle actif dans la résolution de cette crise. Une réponse humanitaire et diplomatique urgente est nécessaire : la paix doit être rétablie en RDC, et les crimes doivent cesser.

Le M23 et le Rwanda doivent déposer les armes et cesser leur soutien au M23.

Les viols doivent cesser maintenant et il est impératif de sortir de la logique d'impunité pour ces crimes abominables qui sont utilisés comme une arme de guerre depuis des décennies.

L'intérêt économique est la raison principale de cette ingérence, une pression économique et diplomatique pourrait donc apporter une solution à la crise.

En attendant, il est urgent que la Belgique et l'Europe apportent une aide adaptée urgemment.

Nos iPhones et nos voitures électriques ne peuvent pas continuer à être recouverts du sang des Congolais.

Le Conseil Communal de Molenbeek :

1. Considérant la violation de l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo par le Rwanda.
2. Considérant que les ressortissants de la République démocratique du Congo continuent de subir des violences, des violences sexuelles, des attaques, des meurtres et des violations généralisées des droits de l'homme perpétrés par des groupes armés nationaux et étrangers, notamment dans l'Est du pays.
3. Considérant que ces violences, attaques et violations se sont multipliées au cours de ces dernières semaines, en particulier dans les territoires de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.
4. Faisant référence à la résolution 1325 intitulée "Femmes, paix et sécurité" du Conseil de sécurité des Nations Unies, adoptée à l'unanimité le 31 octobre 2000.
5. Considérant la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, adoptée le 27 juin 1981 et entrée en vigueur le 21 octobre 1986.
6. Considérant que la République démocratique du Congo est signataire du protocole de Maputo (protocole international de l'Union africaine amenant les États signataires à garantir les droits des femmes), depuis mars 2018.
7. Vu la Constitution de la République démocratique du Congo adoptée le 18 février 2006.
8. Vu les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment la résolution 2641 (2022) du 30 juin 2022 sur la situation concernant la République démocratique du Congo.

Le Conseil communal de Molenbeek demande :

- Au gouvernement fédéral et aux gouvernements des entités fédérées d'appeler au retrait des troupes du M23 soutenues par le Rwanda et au retrait des troupes rwandaises des Provinces de l'Est de la RDC.
- Aux gouvernements régionaux une obligation de transparence sur les ventes d'armes au Rwanda.

- Que la Belgique prenne des mesures de sanctions ciblées contre les responsables du M23 et des troupes rwandaises impliquées dans l'agression de la RDC.
- Que la Belgique prenne la tête d'une initiative internationale pour faire cesser les crimes et faire respecter le Droit international.
- Que la Belgique agisse pour suspendre l'aide militaire à l'armée rwandaise et l'accord de coopération sur les matières critiques.
- Que la Belgique et l'Union européenne prennent des mesures humanitaires urgentes.

Le Conseil communal de Molenbeek demande enfin que cette motion soit envoyée au Premier ministre et au ministre des Affaires Étrangères, aux Ministres-Présidents des entités fédérées, à l'ensemble des présidences de partis représentés au sein des différents parlements belges ainsi qu'aux Ambassadeurs du Rwanda et de la RDC en Belgique.

Rachid Ben Salah

Chef de groupe PS-Vooruit

Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de PS-Vooruit-groep over het respect voor de territoriale integriteit van de Democratische Republiek Congo en de terugtrekking van M23 en Rwandese troepen uit de oostelijke provincies van de DRC.

23 Secrétariat communal - Motion déposée par le groupe PS-Vooruit relative à la solidarité avec les travailleurs et travailleuses de Lunch Garden et appelant à une mobilisation pour la sauvegarde de l'emploi.

LE CONSEIL,

Considérant :

- L'annonce, le lundi 20 janvier, lors d'un conseil d'entreprise extraordinaire, de la reprise partielle de la chaîne de restaurants Lunch Garden par l'investisseur CIM Capital, qui se traduira par la réouverture de 42 des 62 établissements actuels, entraînant la fermeture de 19 restaurants ;
- Les conséquences directes de cette reprise sur l'emploi, avec près de 600 travailleurs et travailleuses qui risquent de perdre leur emploi sur un total de 900 collaborateurs ;
- Les inquiétudes exprimées par de nombreux travailleurs et travailleuses concernant le paiement des salaires de janvier et de la prime de fin d'année, ainsi que les conditions générales de cette reprise ;
- Les mouvements sociaux observés dans plusieurs établissements ;
- Que les travailleurs et travailleuses ont droit à être associés à toute procédure qui risque d'aboutir à des licenciements.

Le Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean :

- Affirme son soutien et sa solidarité envers les travailleurs et travailleuses de Lunch Garden, ainsi que leurs familles, qui se trouvent dans une situation de grande incertitude et de précarité.
- Demande à la direction de Lunch Garden et à l'investisseur CIM Capital :
 - D'engager des discussions transparentes et constructives avec les représentants des travailleurs et travailleuses, afin de limiter les impacts sociaux de cette reprise et de garantir une transition équitable.
 - De tout mettre en œuvre pour que le maximum d'emplois soient maintenus.
 - De garantir le paiement des salaires et des indemnités de licenciement des travailleurs et des travailleuses, en faisant intervenir le Fonds de fermeture d'entreprises le cas échéant.
- Demande au gouvernement fédéral de faciliter la concertation sociale tout au long de la procédure de reprise.
- Invite les communes voisines à adopter des motions similaires afin d'envoyer un message fort de solidarité et de mobilisation collective.

Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de PS-Vooruit-groep over solidariteit met de werknemers van Lunch Garden en oproepend tot een mobilisatie om banen te redden.

24 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Mohamed Arabi, Conseiller communal TEAM FOUAD AHIDAR, concernant la situation des travailleurs de l'ASBL Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE) - Report du 22/01/2025.

LE CONSEIL,

Entend l'interpellation dont le texte suit :

Chers collègues, Nous souhaitons attirer l'attention du Collège sur une situation alarmante concernant les travailleurs de l'ASBL Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE), anciennement connue sous le nom de Lutte contre l'exclusion sociale à Molenbeek. Cette association joue un rôle essentiel dans notre commune, œuvrant chaque jour pour améliorer le quotidien de nombreux habitants. Cependant, les conditions de travail de son personnel restent inéquitables et précaires, et ce malgré les engagements pris par la Commune il y a plusieurs années. Depuis plusieurs mois, la délégation syndicale de l'ASBL MOVE, mandatée à l'unanimité par les travailleurs, à faire une demande légitime : l'octroi de chèques-repas pour les travailleurs de l'association. Cette demande est soutenue par un engagement pris par le Conseil d'Administration le 5 juillet 2018, qui s'était engagé à accorder cet avantage dès la fin des élections communales de 2018. Pourtant, cinq ans après cette promesse, les travailleurs sont toujours en attente. Il est crucial de rappeler que ces mêmes avantages sont déjà accordés aux agents communaux, qui partagent souvent les mêmes bureaux et exercent des fonctions similaires à celles des travailleurs de MOVE. Les inégalités salariales et d'avantages extra-légaux qui en résultent sont flagrantes et directement liées à la motivation et au bien-être des employés de l'ASBL. Les revendications des travailleurs de MOVE ne se limitent pas qu'aux chèques-repas. Ils dénoncent également : • L'absence d'assurance complémentaire ; • L'absence de sauts barémiques et de deuxième

pilier de pension ; • Un manque de reconnaissance de leur ancienneté ; • Un organigramme incohérent et une politique de formation inadaptée. Par ailleurs, les discussions entamées depuis décembre 2021 entre les représentants syndicaux, les permanents syndicaux et certains membres de la direction n'ont donné lieu à aucune avancée concrète. Les travailleurs peinent à boucler leurs fins de mois et ce, en raison, de conditions qui ne sont plus acceptables. Ces disparités salariales sont d'autant plus incompréhensibles que les choix de gestion au sein de l'ASBL posent question. Les travailleurs soulignent une inflation des postes de direction, tandis que les missions de terrain manquent cruellement de personnel qualifié et de ressources. En conséquence, je vous demande les clarifications suivantes : 1. La Commune s'engage-t-elle, dans le cadre du prochain mandat, à octroyer des chèques-repas aux travailleurs de l'ASBL MOVE dès 2025, conformément à la promesse faite en 2018 ? 2. Quelles mesures concrètes seront prises pour réduire les inégalités salariales entre les travailleurs de l'ASBL et les agents communaux, notamment en ce qui concerne la reconnaissance de l'ancienneté, les sauts barémiques et les autres avantages extra-légaux ? 3. La Commune compte-t-elle revoir la gestion interne de l'ASBL MOVE afin d'améliorer l'efficacité sur le terrain et valoriser les travailleurs qui sont au cœur des missions sociales de l'association ? En tant que plus grande ASBL de Molenbeek, MOVE est un pilier pour de nombreux habitants et ses employés méritent d'être traités de manière équitable et juste. Nous vous remercions pour vos réponses et pour l'attention que vous porterez à cette interpellation.

Hamza Zibouh - Rachid Mahdaoui Conseillers communaux TEAM FOUAD AHIDAR

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mohamed Arabi, Gemeenteraadslid TEAM FOUAD AHIDAR, over de situatie van de werknemers van de vzw Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE) - Uitstel van 22/01/2025.

25 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative aux conditions d'accueil au service de la Démographie en période hivernale.

LE CONSEIL,

Entend l'interpellation dont le texte suit :

À l'attention de Monsieur le Bourgmestre, Monsieur l'Échevin de la Démographie, et Mesdames et Messieurs les Échevins, Contexte : En cette période de grand froid, des citoyens de notre commune se trouvent dans l'obligation d'attendre à l'extérieur du service de la démographie, parfois jusqu'à 45 minutes avant de pouvoir accéder aux guichets. Une fois à l'intérieur, il apparaît souvent que seuls deux guichets sont ouverts, malgré une affluence importante. Cette situation pose de sérieux problèmes, tant sur le plan du confort que de la dignité des usagers, en particulier pour les publics fragilisés (personnes âgées, familles avec enfants en bas âge ou en situation de précarité). Problématique : Cette organisation actuelle semble inadéquate face à la pression exercée sur le service. Elle risque de porter atteinte à l'image et à la mission du service public, qui doit garantir un accueil adapté à tous les citoyens, notamment dans des conditions climatiques difficiles. Questions adressées au Collège et à Monsieur l'Échevin de la Démographie :

1. Gestion des guichets et organisation interne :

- *Pourquoi, malgré l'affluence constatée, seuls deux guichets sont-ils ouverts au sein du service de la démographie ?*
- *Quelles mesures immédiates ou à court terme peuvent être envisagées pour augmenter le nombre de guichets ouverts en période de forte affluence, particulièrement en cas de conditions météorologiques extrêmes ?*

2. Aménagements pour l'accueil des citoyens :

- *La commune prévoit-elle des solutions pour éviter que les citoyens attendent à l'extérieur, comme la création d'un espace chauffé ou d'un système de gestion de file d'attente intérieure ?*

3. Renforcement des effectifs :

- *Des moyens temporaires (agents d'autres services, intérimaires, étudiants jobistes, etc.) sont-ils envisagés pour pallier le manque de personnel aux guichets ?*
- *Une adaptation des horaires ou un élargissement des plages d'ouverture est-il à l'étude pour répondre aux besoins des citoyens ?*

4.

Communication et accompagnement numérique :

- *Comment la commune informe-t-elle actuellement les citoyens des démarches administratives accessibles en ligne ?*
- *Quelles initiatives sont prévues pour accompagner les personnes peu familiarisées avec le numérique afin qu'elles puissent réduire leur dépendance au service physique ?*

Demande au Collège : Je sollicite du Collège une attention particulière pour résoudre ces difficultés dans les meilleurs délais. Dans un souci de dignité et de qualité du service public, il est essentiel d'envisager des solutions concrètes telles que :

- *L'amélioration des conditions d'accueil des citoyens ;*
- *Le renforcement des équipes disponibles ;*
- *Une communication accrue sur les alternatives numériques ;*
- *Une optimisation de l'organisation des guichets.*

Je reste à votre disposition pour contribuer à cette réflexion et discuter des mesures les plus adaptées à mettre en œuvre. Je vous remercie pour votre attention et vos réponses.

Didier MILIS

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis, gemeenteraadslid MR, met betrekking tot de opvangomstandigheden op de afdeling Demografie tijdens de winterperiode.

26 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Mme Deknudt, Conseillère communale Team Fouad Ahidar, sur l'inaccessibilité et le temps d'attente du Bureau de l'Etat civil.**

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Deknudt, Gemeenteraadslid Team Fouad Ahidar, over de onbereikbaarheid en wachttijd van de dienst Burgerlijke Stand.

Geachte Mevrouw De Burgemeester, Beste collega's,

Wij werden benaderd door verschillende buurtbewoners aangaande de onbereikbaarheid van de dienst Burgerlijke stand, voornamelijk gelinkt aan een lak aan communicatie.

Het gaat voornamelijk over mails die niet worden beantwoord of niet doorgestuurd worden naar de juiste diensten waardoor voor vele bewoners hun dossier vastzit en zij met onbeantwoorde vragen zitten. Dit zorgt voor veel stress en onnodige administratieve problemen. Dit zorgt bovendien dat velen hun dossiers op andere niveaus vertragen oploopt.

Daarnaast is de dienst Burgerlijke stand heel moeilijk telefonisch bereikbaar en wordt na een lange wachtrij aan de telefoon vaak een bezetton gehoord alvorens er wordt ingehaakt. Afspraken maken wordt op deze manier zo goed als onmogelijk gemaakt.

Wachttijden van 1 jaar en zelfs langer zijn niet aanvaardbaar. Dit houdt mensen vast in een administratieve strop en is voor velen een mentale last bovenop hun vaak moeilijke situaties.

Wij willen op het hart duwen dat wij in geen geval de werknemers van de dienst Burgerlijke stand of de vingers willen tikken, wij hopen dan ook dat er gekeken kan worden om deze dienst beter te ondersteunen zodat onze burgers sneller geholpen worden.

Zou er een betere digitale opvolging voor burgers kunnen worden opgestart?

Is het mogelijk net als andere diensten vaste bereikbare momenten met vaste uren in de week te voorzien?

Alvast bedankt voor uw antwoorden en de aandacht die u besteedt aan deze interpellatie.

Harmony Deknudt

Gemeenteraadslid,

TEAM FOUAD AHIDAR

27 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Zibouh, Conseiller communal de la Team Fouad Ahidar, relative aux délais et dysfonctionnements des services communaux à Molenbeek-Saint-Jean.**

Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,

Je souhaite interpeller la personne en charge de l'état civil et des services de la population à Molenbeek-Saint-Jean au sujet des nombreuses difficultés rencontrées par les citoyens lorsqu'ils sollicitent ces services essentiels.

En effet, plusieurs résidents de la commune font état de délais excessifs pour obtenir des réponses aux courriels adressés à l'administration. La prise de rendez-vous pour des démarches aussi fondamentales que l'enregistrement d'un mariage, l'obtention de documents d'état civil ou encore le service des étrangers s'avère être un véritable parcours du combattant. Nombreux sont ceux qui, après des semaines d'attente, n'ont toujours aucune réponse ou se heurtent à des disponibilités de rendez-vous extrêmement éloignées.

Face à ces difficultés, certains citoyens tentent de se rendre directement aux guichets pour obtenir des explications ou un traitement plus rapide de leur demande. Cependant, ils ne reçoivent souvent aucune réponse satisfaisante ni garantie sur une amélioration de la situation. Cette opacité et ces lenteurs administratives ont un impact direct sur la vie des habitants, en particulier ceux qui dépendent de documents officiels pour régulariser leur situation personnelle ou professionnelle.

Dès lors, je me permets de poser les questions suivantes :

1. Quelles mesures la commune compte-t-elle mettre en place pour améliorer la réactivité des services administratifs et réduire les délais de traitement des demandes ?
2. Une augmentation des ressources humaines et techniques est-elle prévue pour pallier les dysfonctionnements actuels ?
3. Un audit interne des services de l'état civil, de la population et du service des étrangers est-il envisagé afin d'identifier les points de blocage et d'y apporter des solutions concrètes ?
4. La commune envisage-t-elle de renforcer la communication avec les citoyens afin de leur offrir plus de transparence sur les délais et les procédures ?

Les services communaux sont un maillon essentiel du bon fonctionnement de notre commune. Il est impératif qu'ils puissent répondre efficacement aux besoins de la population et garantir un service public accessible, rapide et de qualité.

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Zibouh, gemeenteraadslid van Team Fouad Ahidar, met betrekking tot de vertragingen en disfuncties van de gemeentelijke diensten in Sint-Jans-Molenbeek.

28 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Mahdaoui, Conseiller communal**

Team Fouad Ahidar, concernant la réactivation du système de pointage pour les travailleurs communaux.

LE CONSEIL,

Entend l'interpellation dont le texte suit :

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins,

Il nous revient via une note de service que le Collège a décidé de réactiver le système de pointage pour les travailleurs communaux, après une suspension liée à la crise sanitaire. Cette décision suscite de nombreuses interrogations, tant sur ses motivations que sur ses conséquences pour le personnel communal et le climat de travail.

Dès lors, je souhaite poser les questions suivantes :

1. **Quels sont les motifs qui justifient la réactivation du système de pointage ?**
 - *Cette décision repose-t-elle sur un constat de dysfonctionnements ou d'abus depuis la suspension du pointage ?*
 - *Une évaluation de la période sans pointage a-t-elle été réalisée, et si oui, quelles en sont les conclusions ?*

2. **Le personnel communal et ses représentants syndicaux ont-ils été consultés ?**
 - *Quel dialogue a été mené avec les travailleurs et leurs représentants avant la mise en place de cette décision ?*
 - *Quelle a été la réaction du personnel concerné ?*

3. **Quelles seront les modalités concrètes de ce retour au pointage ?**
 - *Le système de pointage sera-t-il réactivé tel qu'il existait avant la pandémie ou fera-t-il l'objet de modifications ?*
 - *Quelles garanties sont prévues pour que ce système ne soit pas perçu comme un retour à une forme de surveillance excessive, mais bien comme un outil efficace de gestion du temps de travail ?*

Dans un contexte où l'attractivité de la fonction publique et la qualité du climat de travail sont des enjeux majeurs, il est essentiel que de telles décisions soient prises avec transparence et concertation.

Je vous remercie d'avance pour vos réponses

Rachid MAHDAOUI

Conseiller Communal

TEAM FOUAD AHIDAR

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Mahdaoui, Gemeenteraadslid Team Fouad Ahidar, betreffende de reactivering van de prikklok voor gemeentepersoneel.

29 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Sagon, Conseillère communale ECOLO-GROEN, concernant la Maison de la nature.**

**Geachte Schepen van Duurzame Ontwikkeling en Klimaat, Geachte Schepen van
Nederlandstalige Aangelegenheden, Geachte Burgemeester,**

Twee weken geleden maakten we dankzij de vrienden van't Scheutbos een prachtige wandeling in het Molenbeekse Scheutbos. Het thema van de wandeling was de impact van de klimaatverstoring en globalisering op onze natuur. Een kleine spoiler: het loopt uiteindelijk beter af voor de natuur dan voor de mensheid, maar dat is een ander verhaal.

Na de wandeling werden we welkom geheten in het Natuurhuis, waar ooit de laatste Molenbeekse boerderij stond. Een plek die prachtig werd verbouwd tussen 2016 en 2018 met Beliris-fondsen. We kregen een rondleiding, en we waren erg onder de indruk van de animaties met pony's, geiten, kippen en konijntjes, die aangeboden worden voor scholen; vorig jaar werden er nog 138 klassen ontvangen, goed voor 3000 kinderen. Dit is niet alleen boeiend en leuk voor de kinderen, maar ook ontzettend belangrijk, vooral ook voor de kinderen uit Laag-Molenbeek. Een van de kinderen uit de Maritiemwijk zei: "On n'a pas tout ça chez nous à Molenbeek." En de animator antwoordde: "Mais si, ici c'est bien chez toi à Molenbeek." Dit toont het belang van educatie: kinderen laten zien wat hun stad (of gemeente) is en laten dromen over wat een stad kan zijn, en hen in contact brengen met de natuur, wat zo belangrijk is voor hun gezondheid en welzijn.

Maar in de feiten is dat contact met de natuur er op dit moment niet voor alle Molenbeekse kinderen, want kinderen van de Nederlandstalige gemeentescholen en kinderen van scholen in Molenbeek van andere onderwijsnetten hebben geen toegang tot deze animaties. Het Natuurhuis wordt onderbenut, simpelweg omdat er geen tweede, Nederlandstalige animator is. Zelfs scholen die maar een straat verder liggen, worden op dit moment geweigerd, omdat er geen capaciteit is om hen te ontvangen.

We moeten hierin investeren. We hebben volgens het non-discriminatieprincipe en hier ook specifiek de geldende taalwetgeving de verplichting om ervoor te zorgen dat elk kind, ongeacht school of taal, toegang heeft tot deze waardevolle ervaringen. Dit is een kwestie van gelijkheid: alle Molenbeekse kinderen zouden de kans moeten krijgen om in contact te komen met de natuur.

Mijn vraag is dus simpel:

- Met een tweede, Nederlandstalige animator zouden we terug naar de capaciteit van het schooljaar 2021-2022 kunnen gaan toen 280 klassen werden rondgeleid, een verdubbeling van wat er nu is. Die post werd niet vervangen sinds 2,5 jaar. Wanneer komt die tweede Nederlandstalige animator terug in het Natuurhuis?

Ik dank u.

30 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Mahy, Conseiller communal MR,
relative à un conflit d'intérêt entre la fonction d'attaché de cabinet et son affectation au
Logement molenbeekoïis.**

Voir texte en annexe

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Mahy, Gemeenteraadslid MR, met betrekking tot een belangenconflict tussen de functie van kabinetsattaché en zijn opdracht aan de Dienst Huisvesting van Molenbeek.

1 annexe / 1 bijlage

20225 02 19 - INTERPELLATION - Conflit d'intérêt entre la fonction d'attaché de cabinet et son affectation au Logement molenbeekois - OM.pdf

31 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative à l'état dégradé des voiries et plan d'intervention.

Voir texte en annexe

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis, Gemeenteraadslid MR, met betrekking tot de verslechterde staat van de wegen en het interventieplan.

1 annexe / 1 bijlage

20225 02 19 - INTERPELLATION - État dégradé des voiries et plan d'intervention - DM.pdf

32 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Merris, Conseiller communal MR, relative à l'enlèvement des luminaires de Noël par une entreprise privée.

Voir texte en annexe

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris, Gemeenteraadslid MR, met betrekking tot het verwijderen van de kerstverlichting door een privé bedrijf.

1 annexe / 1 bijlage

20225 02 19 - INTERPELLATION - Enlèvement des luminaires de Noël par une entreprise privée - DVM.pdf

33 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Mahy, Conseiller communal MR, relative aux rémunérations payées par la Commune.

Voir texte en annexe

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Mahy, Gemeenteraadslid MR, met betrekking tot de bezoldiging betaald door de Gemeente.

1 annexe / 1 bijlage

20225 02 19 - INTERPELLATION - Rémunérations payées par la Commune - OM.pdf

-
- 34 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia-Fernandez, Conseillère communale MR, relative à l'installation du Bancontact à la Gare de l'Ouest - Délais et suivi.**

Voir texte en annexe

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia-Fernandez, Gemeenteraadslid MR, over de installatie van een Bancontact op het Weststation - Deadlines en opvolging.

1 annexe / 1 bijlage

20225 02 19 - INTERPELLATION - Installation du Bancontact à la Gare de l'Ouest – Délais et suivi - GGF.pdf

-
- 35 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Merris, Conseiller communal MR, relative à la transparence et à la pertinence des subsides communaux attribués à l'ASBL "La Chaîne de l'Amitié".**

Voir texte en annexe

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris, Gemeenteraadslid MR, betreffende de transparantie en relevantie van de gemeentelijke subsidies die worden toegekend aan de vzw "La Chaîne de l'Amitié".

1 annexe / 1 bijlage

20225 02 19 - INTERPELLATION - Transparence et pertinence des subsides communaux attribués à l'ASBL La Chaîne de l'Amitié - DVM.pdf

-
- 36 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Mahy, Conseiller communal MR, relative à la fermeture de nuit du parking Brunfaut.**

Voir texte en annexe

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Mahy, Gemeenteraadslid MR, met betrekking tot de nachtelijke sluiting van de Brunfaut parking.

1 annexe / 1 bijlage

20225 02 19 - INTERPELLATION - Fermeture de nuit du parking Brunfaut - OM.pdf

-
- 37 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Zibouh, Conseiller communal de la Team Fouad Ahidar, relative aux problèmes préoccupants rencontrés par les habitants de la résidence Brunfaut, récemment rénovée et gérée par le Logement Molenbeekois.**

Monsieur l'Échevin,

Je souhaite attirer votre attention sur des problèmes préoccupants rencontrés par les habitants de la résidence Brunfaut, située à la Rue Brunfaut à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, récemment rénovée et gérée par le Logement Molenbeekois. Malgré les rénovations, plusieurs dysfonctionnements majeurs affectent la qualité de vie des habitants :

1. Problème d'approvisionnement en eau
Au mois de décembre, une fuite au niveau de l'arrivée principale d'eau a privé des centaines de résidents d'accès à l'eau courante pendant plusieurs jours. Ils n'ont pu ni cuisiner, ni tirer la chasse d'eau, ni assurer une hygiène de base. Une intervention de Vivaqua a permis d'installer un tuyau externe pour remplir des bidons, mais l'intervention pour résoudre la panne a pris trois jours avant qu'une solution temporaire soit mise en place. Pendant ce temps, les ascenseurs étaient en panne, obligeant les habitants, parfois âgés ou en situation de handicap, à monter les étages à pied avec des bidons d'eau.
2. Fiabilité des matériaux de rénovation
Des résidents rapportent que les matériaux utilisés pour la rénovation ne semblent pas robustes, ce qui suscite des inquiétudes quant à leur durabilité et à leur sécurité.
3. Alarmes anti-incendie fréquentes et problématiques
Les alarmes incendie se déclenchent de manière intempestive ou par sensibilité trop importante, parfois même sans raison valable, parfois à cause de la cuisson dans les logements. Ces alarmes perturbent les résidents, notamment en pleine nuit, bloquent les ascenseurs et obligent le concierge à intervenir à chaque fois. Le bruit des alarmes retentit jusque dans chaque appartement, provoquant un stress inutile pour les habitants.
4. Problèmes de chauffage
Depuis les rénovations, des dysfonctionnements récurrents sont signalés au niveau du chauffage. En période hivernale, cela est particulièrement préoccupant.
5. Absence de réponse aux numéros d'urgence
Le concierge a rapporté que les numéros d'urgence fournis pour signaler les problèmes fonctionnent mal ou ne répondent qu'aux heures de bureau, ce qui est inadmissible pour des situations nécessitant une intervention rapide.

Questions
Sur les réparations et la gestion de crise
Pourquoi l'intervention sur la fuite d'eau a-t-elle pris autant de temps ?
Quelles mesures ont été prises pour éviter que ce type de problème ne se reproduise ?
Sur les matériaux utilisés pour les rénovations
Un audit a-t-il été réalisé pour garantir la qualité et la durabilité des travaux de rénovation ?
Si des défaillances sont constatées, quelles actions seront entreprises pour corriger cela ?
Sur les alarmes incendie
Les alarmes incendie pourraient-elles être reconfigurées pour éviter les déclenchements intempestifs dus à des causes mineures ?
Quelles mesures peuvent être prises pour limiter les nuisances nocturnes et éviter que le concierge soit constamment dérangé ?
Sur le chauffage et la gestion d'urgence
Quels plans sont en place pour assurer un chauffage fiable dans ce bâtiment rénové ?
La commune peut-elle exiger une meilleure disponibilité des services d'urgence en dehors des heures de bureau ?

Conclusion
La résidence Brunfaut illustre des problématiques préoccupantes pour les habitants, qui méritent des réponses rapides et efficaces. En tant que gestionnaire du parc locatif social, le Logement Molenbeekois a une responsabilité envers ses résidents. Je vous remercie par avance pour vos réponses et pour les actions que vous pourrez engager pour améliorer la situation.

Hamza Zibouh
Conseiller communal

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Zibouh, Gemeenteraadslid van de team Fouad Ahidar, met betrekking tot de verontrustende problemen waarmee de bewoners van de residentie Brunfaut worden geconfronteerd, die onlangs is gerenoveerd en beheerd door het Molenbeekse woning.

-
- 38 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative à la prolifération inquiétante des bonbonnes de protoxyde d'azote.**

Voir texte en annexe

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis, Gemeenteraadslid MR, met betrekking tot de zorgwekkende wildgroei aan lachgascilinders.

1 annexe / 1 bijlage

20225 02 19 - INTERPELLATION - Protoxyde d'azote - DM.pdf

-
- 39 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative à l'absence de réponse à une demande de consultation de documents administratifs.**

Voir texte en annexe

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis, Gemeenteraadslid MR, met betrekking tot het uitblijven van een reactie op een verzoek om inzage van administratieve documenten.

1 annexe / 1 bijlage

20225 02 19 - INTERPELLATION - Absence de réponse à ma demande de consultation de documents administratifs - DM.pdf

-
- 40 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative à l'état et à la visibilité de la signalisation routière à Molenbeek.**

Voir texte en annexe

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis, Gemeenteraadslid MR, met betrekking tot de staat en zichtbaarheid van verkeersborden in Molenbeek.

1 annexe / 1 bijlage

20225 02 19 - INTERPELLATION - État et visibilité de la signalisation routière à Molenbeek - DM.pdf

-
- 41 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia-Fernandez, Conseillère communale MR, relative à la prolifération inquiétante des rats - Urgence d'une action communale.**

Voir texte en annexe

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia-Fernandez, Gemeenteraadslid MR, over de zorgwekkende proliferatie van ratten - Dringende noodzaak van gemeentelijke actie.

1 annexe / 1 bijlage

20225 02 19 - INTERPELLATION - Prolifération inquiétante des rats – Urgence d’une action communale - GGF.pdf

42 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Sumlu, Conseiller communal ECOLO-GROEN, relative aux impacts de l’accord du gouvernement fédéral au niveau du CPAS de Molenbeek.**

Voir texte en annexe

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Sumlu, Gemeenteraadslid ECOLO-GROEN, over de gevolgen van het akkoord van de federale regering op het niveau van het OCMW Molenbeek.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation CC 19_02 Emre SUMLU.pdf

43 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Mahdaoui, Conseiller communal de la Team Fouad Ahidar, relative à la présentation de la note de politique générale.**

Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Lors du Conseil communal de janvier, vous aviez annoncé que la note de politique générale serait présentée lors du Conseil communal de février. Or, ce point ne figure pas à l’ordre du jour, alors même que la majorité est installée depuis le 16 décembre 2024.

Cette absence soulève plusieurs questions essentielles :

- Quelles sont les raisons de ce report alors qu’un engagement avait été pris ?
- Quand la note de politique générale sera-t-elle officiellement présentée au Conseil communal ?
- Pourquoi cette présentation, qui devrait être une priorité démocratique pour définir la vision et les engagements de la majorité, tarde-t-elle autant ?

La note de politique générale est un document fondamental qui définit les axes stratégiques et les priorités du Collège pour la mandature en cours. Son absence prive les conseillers communaux et, par extension, les citoyens, d’une vision claire des orientations politiques qui guideront l’action communale dans les prochaines années.

Il est primordial que cette note soit présentée et débattue devant le Conseil communal dans les plus brefs délais, afin d'assurer la transparence et la légitimité des choix politiques qui seront posés.

Je vous demande donc de clarifier la situation et de nous indiquer la date précise à laquelle cette note sera soumise au Conseil communal.

Je vous remercie pour vos réponses.

Rachid Mahdaoui conseiller communal
Chef de groupe de la Team Fouad Ahidar

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Mahdaoui, Gemeenteraadslid van de team Fouad Ahidar, met betrekking tot de presentatie van de algemene beleidsnota.

44 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ouassari, Conseiller communal Les Engagés, relative au risque de fermeture de l'espace La Vallée.

Monsieur l'échevin,

Après une décennie d'activité, l'espace de création LaVallée, situé le long du canal près de la place Saintelette, est menacé de fermeture. LaVallée, ce sont 180 entrepreneurs et entrepreneuses qui y louent des espaces de travail et des ateliers, ainsi qu'un lieu qui accueille de nombreux événements artistiques. LaVallée, c'est aussi un lieu de création de liens sociaux entre Molenbeekois et non-Molenbeekois, dans un quartier populaire. C'est un espace précieux pour notre commune ! Malheureusement, le 21 janvier dernier, le conseil d'administration de la coopérative SmartCoop, gestionnaire du lieu, a décidé de mettre fin à ses activités à LaVallée, invoquant notamment leur difficulté à atteindre l'équilibre financier pour une coopérative comme la leur. Après la fermeture du Mima il y a quelques semaines, c'est un nouveau coup dur pour la culture à Molenbeek. Et c'est tout le paradoxe qui saute aux yeux des citoyens et des citoyennes ! Entre, d'un côté, la volonté de faire de Molenbeek la capitale européenne de la culture en 2030 et, de l'autre côté, un tissu culturel qui ne semble pas assez soutenu par les pouvoirs publics. Si notre commune n'est pas responsable de tous les malheurs du Mima et de LaVallée, ces deux fermetures risquent d'impacter négativement l'image de Molenbeek en tant que capitale européenne de la culture. La presse évoque ces derniers jours des pistes pour assurer la continuité de LaVallée. Parmi celles-ci, il est fait mention d'une collaboration justement avec Molenbeek for Brussels 2030. Dès lors, je souhaite savoir quelles sont les solutions concrètes envisagées par le Collège afin de pérenniser LaVallée ? J'ose espérer, chers membres de la majorité, qu'après avoir voté le mois passé un parachute doré pour une personne haut placée auprès du pouvoir communal, vous pourrez cette fois trouver une manière d'utiliser l'argent public pour sauver des travailleurs, des artistes et des entrepreneurs modestes ! Et pour assumer le statut de capitale européenne de la culture que Molenbeek mérite ! Hassan Ouassari Conseiller communal (Engagés)

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Ouassari, gemeenteraadslid Les Engagés, met het risico dat de ruimte La Vallée wordt gesloten.

45 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ouassari, Conseiller communal Les Engagés, en réaction à l'actualité concernant les risques du projet Lake Side à Tour & Taxi pour le quartier maritime de Molenbeek.

Madame l'échevine,

Le projet Lake Side et la mobilisation des citoyens et citoyennes devant les risques qu'il représente ont fait l'objet de plusieurs articles dans la presse. La mobilisation citoyenne était ainsi significative lors de la séance d'information du 12 février dernier. Madame l'Echevine Dostie était d'ailleurs également présente. Face aux questionnements des citoyens et citoyennes, aux risques sociaux et environnementaux de ce projet et devant une forme de privatisation d'un espace qui devrait être plus ouvert et partagé par un maximum de personnes, dont les Molenbeekois et en particulier du quartier maritime, qu'elle sera la position défendue par la Commune lors de la Commission de concertation du 18 mars prochain et dans la suite du processus ?

Hassan Ouassari conseiller communal Engagés

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Ouassari, gemeenteraadslid Les Engagés, naar aanleiding van het nieuws over de risico's van het Lake Side-project bij Tour & Taxi voor het maritiem district Molenbeek.

46 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur El Jaïdi, Conseiller communal PS-VOORUIT, relative aux chèques sport.**

Monsieur l'Échevin,

Les chèques sports sont un outil essentiel pour favoriser l'accès à la pratique sportive, en particulier pour les familles aux revenus modestes. Afin d'évaluer leur impact et leur évolution, pourriez-vous nous préciser :

1. Combien de chèques sports ont été attribués en 2024 ?
2. Quel est le budget prévu pour 2025 et combien de chèques seront disponibles ?
3. La commune envisage-t-elle d'augmenter le montant des chèques sports au-delà des 50 euros afin de mieux répondre aux besoins des bénéficiaires ?

Nous espérons que ces informations permettront d'assurer un accès équitable au sport pour tous.

Merci pour vos réponses.

Khalid EL JAÏDI

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer El Jaïdi, gemeenteraadslid PS-VOORUIT, naar aanleiding van de sportschèques.